

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Leefmilieu en Infrastructuur**

[C – 2004/35672]

**Gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan voor de Park & Ride te Melsele**  
**Aankondiging openbaar onderzoek**

Op 16 april 2004 heeft de Vlaamse regering een besluit genomen waarin ze het gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan « Park en Ride » te Melsele voorlopig heeft vastgesteld.

Voor dat ruimtelijk uitvoeringsplan wordt er nu een openbaar onderzoek georganiseerd. Vanaf 1 juni 2004 tot en met 30 juli 2004 ligt het plan ter inzage op het gemeentehuis van Beveren en Zwijndrecht. U kunt het plan in die periode ook inkijken bij de Vlaamse overheid in Brussel, in het Ferrarisgebouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, afdeling Ruimtelijke Planning, Koning Albert II-laan 20.

Als u bij het plan adviezen, opmerkingen of bezwaren wilt formuleren, moet u dat schriftelijk doen, uiterlijk op 30 juli 2004. U geeft uw brief met adviezen, opmerkingen of bezwaren ofwel tegen ontvangstbewijs af op het gemeentehuis van de gemeente in kwestie, ofwel bij de Vlaamse Commissie voor Ruimtelijke Ordening. U kunt uw adviezen, opmerkingen of bezwaren ook aangetekend versturen naar de Vlaamse Commissie voor Ruimtelijke Ordening, Koning Albert II-laan 20, bus 12, 1000 Brussel. Houd er wel rekening mee dat uw adviezen, opmerkingen of bezwaren alleen betrekking kunnen hebben op de gebieden die in het ruimtelijk uitvoeringsplan werden opgenomen.

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2004/27087]

**19 AVRIL 2004. — Convention environnementale relative à la gestion des véhicules hors d'usage**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, en particulier son article 4;

Vu la convention relative à la gestion des véhicules hors d'usage conclue le 30 mars 1999;

Vu la publication du projet de convention environnementale véhicules hors d'usage au *Moniteur belge* du 4 février 2004 ainsi que sur les sites internet de la D.G.R.N.E. et de la D.G.T.R.E.;

Vu l'annonce de la publication du Gouvernement wallon par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande;

Vu le fait que le projet de convention environnementale, conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret précité soit resté pour consultation aux services compétents du Gouvernement wallon désignés à cet effet pendant un délai de trente jours après la publication au *Moniteur belge*;

Vu la Directive du Conseil 2000/53/CEE du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage;

Vu le projet de « detailed rules of compliance with the targets set out in article 7 of Directive 2000/53/CEE » pris dans sa dernière version disponible du 6 mai 2003;

Considérant que les véhicules hors d'usage représentent une faible partie des déchets générés annuellement, il est toutefois d'une importance essentielle que tous les acteurs économiques concernés par le cycle de vie des véhicules à moteur prennent davantage conscience de la mesure dans laquelle ces véhicules deviennent des déchets et acceptent - suivant le principe de responsabilité partagée de la gestion globale de tels déchets;

Considérant que la gestion globale de véhicules hors d'usage, conformément à la politique en matière de déchets de l'Union européenne et de la Région wallonne, a pour priorité première la prévention des déchets, provenant des véhicules à moteur, et tend ensuite à favoriser :

- a) la réutilisation des composants
  - b) le recyclage des matériaux et des matières premières
  - c) les autres formes de valorisation, en ce compris la récupération d'énergie
- et de ce fait la diminution de la mise en décharge de tels déchets;

Considérant que cette gestion comporte par ailleurs comme priorité l'amélioration de la performance du point de vue environnemental, compte tenu également des considérations économiques de tous les secteurs concernés par le cycle de vie des véhicules à moteur, et plus particulièrement de la performance des secteurs directement concernés par le traitement des véhicules hors d'usage;

Les parties ci-après :

1° la Région wallonne,

représentée par le Gouvernement wallon, représenté par M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre-Président du Gouvernement wallon et M. Michel Foret, Ministre du Gouvernement wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, ci-après dénommée « la Région wallonne »,

2° les organisations de tutelle représentatives des entreprises suivantes :

- l'a.s.b.l. FEBIAC, la Fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 6, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Jean-Albert Moorkens, président;
- l'a.s.b.l. G.D.A., Groupement des Distributeurs et Agents de Marques automobiles, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 10, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Henri Paisse, président;
- l'a.s.b.l. Groupement des Négociants en Véhicules d'Occasion, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 10, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Alain Seigneur, président;
- l'a.s.b.l. REPARAUTO, Groupement des Entreprises de Réparation automobile, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 10, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Louis Anthonissen, président;
- l'a.s.b.l. FEBELCAR, Royale Fédération belge de la Carrosserie et des Métiers connexes, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 10, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Guy Laenen, président;
- l'a.s.b.l. DETABEL, Groupement des Entreprises de Dépannage-Remorquage de Belgique, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 9, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Daniel Tavernier, président;
- l'a.s.b.l. F.M.A., Fédération du Matériel Automobile, sise boulevard de la Woluwe 46, bte 12, à 1200 Bruxelles, représentée par M. Christian Beert, président;
- l'a.s.b.l. F.E.R.M., Fédération des Entreprises pour la Récupération des Métaux ferreux et non ferreux, sise rue des Comédiens 16/22, bte 7, à 1000 Bruxelles, représentée par M. Antoine Vandeputte, président, pour la division des broyeurs par M. Karel Casier, président, et pour la division des centres agréés par M. Vincent Quidousse, président;
- l'a.s.b.l. FEVAR, Fédération des Entreprises de Vente de Pièces de Rechange d'Autos et de Recyclage, sise Oude Baan 28, à 2800 Mechelen, représentée par M. Paul Vanhaecke, président;
- l'a.s.b.l. FECHIPLAST, Association des Transformateurs de Matières plastiques, sise square Marie-Louise 49, à 1000 Bruxelles, représentée par M. Henri Vliegen, président;
- l'a.s.b.l. FEBELTEX, Fédération belge de Textile, sise rue Montoyer 24, à 1000 Bruxelles, représentée par M. Philippe Vlerick, président,
- l'a.s.b.l. AGORIA, Fédération multi-sectorielle de l'Industrie technologique, sise boulevard Auguste Reyers 80, à 1030 Bruxelles, représentée par M. Paul Soete, administrateur délégué,

ci-après dénommées « les Organisations »,

Conviennent ce qui suit :

#### Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les concepts et définitions, contenus dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, ainsi que dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux s'appliquent à la présente convention, sans préjudice des définitions supplétives, décrites dans cette convention.

§ 2. Pour l'application de cet accord, on entend par :

#### 1. Véhicule

Tout véhicule à moteur sur au moins quatre roues de la catégorie M1 ou N1, ainsi que déterminé dans l'annexe II (A) de la directive 70/156/CEE. En ce qui concerne la catégorie N1, ne sont pas visés les véhicules qui ont subi une modification de la superstructure d'origine.

Il s'agit en l'occurrence de véhicules destinés au transport de personnes comportant au maximum 8 places assises, non comprise celle du conducteur (cat. M1) et de véhicules destinés au transport de marchandises ayant une masse maximale de 3,5 tonnes (cat. N1), avec l'exception susmentionnée pour la cat. N1.

#### 2. Véhicule hors d'usage

Tout véhicule, qui n'est plus ou qui ne peut plus être utilisé par son détenteur conformément à sa destination originelle et dont le détenteur se défait, à l'intention ou l'obligation de se défaire, en particulier, tout véhicule non immatriculé à l'exception :

- des véhicules de collection entreposés dans un local fermé qui leur est réservé,
- des véhicules exclusivement réservés au transport sur chemins et chantiers privés,
- des véhicules réservés aux activités didactiques, d'exposition ou de commémoration,
- des véhicules du marché d'occasions,

et à l'exclusion d'un véhicule qui fait l'objet d'un litige sur lequel il reste à statuer.

#### 3. Prévention

Toute mesure qui a pour effet tant de diminuer la quantité de déchets provenant des véhicules hors d'usage ainsi que des composants ou des matériaux qu'ils contiennent, que de limiter la nocivité de ces déchets pour l'environnement.

#### 4. Traitement

Tout traitement que subit un véhicule hors d'usage dans une installation autorisée, en particulier toute activité de dépollution, de démontage ou de démantèlement, de réduction, de broyage/concassage, d'application utile et d'élimination des déchets de broyage, et toute autre activité, en vue de la séparation et de la valorisation de composants, de matériaux, de matières premières ou d'énergie à partir du véhicule hors d'usage ou de ses composants.

## 5. Réutilisation

Toute opération par laquelle les composants de véhicules hors d'usage servent au même usage que celui pour lequel ils ont été conçus.

## 6. Recyclage

Le recyclage au sens de l'article 2, 11°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

## 7. Récupération d'énergie

L'utilisation des déchets combustibles ou dans tout processus susceptible de créer de l'énergie.

## 8. Valorisation

La valorisation au sens de l'article 2, 10°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

## 9. Elimination

L'élimination au sens de l'article 2, 9°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

## 10. Producteur de véhicule (constructeur)

Toute personne physique ou morale qui produit ou fait produire des véhicules et les met directement ou indirectement sur le marché en Belgique.

## 11. Importateur

Toute personne physique ou morale, mandataire officiel du producteur de véhicules, qui importe des véhicules et les met sur le marché en Belgique.

## 12. Vendeur final

Toute personne physique ou morale qui vend en Belgique des véhicules aux consommateurs, parmi lesquels les distributeurs, les commerçants en véhicules d'occasion, les garages non rattachés à une marque, et qui sont inscrits à cet effet dans le registre de commerce.

## 13. Distributeur officiel

Toute personne physique ou morale qui distribue des véhicules neufs d'un ou de plusieurs producteurs et/ou importateurs de véhicules.

## 14. Secteur

Toute entreprise ou commerce concerné par le cycle de vie des véhicules, et plus particulièrement par la production de véhicules ou de composants pour véhicules, la distribution, la réparation de carrosseries et le dépannage de véhicules, le traitement, le démontage, le démantèlement, le broyage/concassage, le recyclage et autres formes d'application utile. Le secteur est réparti dans les catégories mentionnées ci-dessous, en fonction de l'activité principale :

a) secteur se composant de producteurs et de leurs importateurs, de leurs distributeurs officiels, de vendeurs finaux, de réparateurs de carrosseries, des entreprises de garage, de firmes de dépannage et de compagnies d'assurance automobile;

b) secteur directement concerné par la gestion effective des véhicules hors d'usage, comprenant entre autres le traitement, l'application utile et l'élimination : entre autres les démolisseurs, les centres agréés, les démonteurs, les broyeurs (shredders), les récupérateurs, les entreprises de recyclage, les valorisateurs;

c) secteur qui représente les fabricants de matériaux et de composants qui sont utilisés dans les véhicules.

## 15. Office

L'Office tel que visé à l'article 2, 24°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

## 16. Centre agréé

Toute personne physique ou morale disposant d'un permis d'environnement pour la dépollution, le démantèlement et la destruction de véhicules hors d'usage, et la délivrance de certificats de destruction et qui a obtenu une certification par l'organisme visé à l'article 60 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles.

## 17. Point de réception

Un point de réception est une installation qui est indiquée par les producteurs et importateurs afin de réaliser la reprise des véhicules hors d'usage.

## 18. Désimmatriculation définitive

La désactivation du numéro de châssis dans le répertoire officiel d'immatriculation de véhicules, ainsi que mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 31 décembre 1953, établissant la réglementation de l'immatriculation des véhicules et des remorques, de sorte que la nouvelle immatriculation de ce numéro de châssis ne soit plus possible.

## 19. Coûts de traitement des véhicules hors d'usage

Les coûts de dépollution, de transfert, de destruction, de valorisation et de désimmatriculation administrative des véhicules hors d'usage, sans considération des coûts du démontage et du conditionnement de pièces d'occasion des véhicules hors d'usage en vue de leur revente.

## 20. Opérateurs de traitement

Les entreprises de broyage de même que les autres opérateurs qui traitent les véhicules hors d'usage dépollués provenant des centres agréés.

## 21. Organisme de gestion

FEBELAUTO a.s.b.l., sise boulevard de la Woluwe 46, bte 13, à 1200 Bruxelles.

## Objectifs

**Art. 2.** Cette convention environnementale a pour but d'établir les règles de base générales ainsi que les objectifs visés concernant l'obligation d'acceptation inscrits dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, sous forme de règles complémentaires, plus spécifiques.

Cette convention est conclue en exécution de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, dans lequel il est stipulé qu'« en vue de respecter leur obligation de reprise, les producteurs ou importateurs peuvent conclure avec la Région une convention environnementale déterminant des modalités particulières d'exécution et de mise en œuvre de leurs obligations ».

La présente convention est contraignante pour les parties précitées ainsi que pour tous les membres des organisations ayant mandaté leur organisation à cette fin.

#### Champ d'application

**Art. 3.** Cette convention concerne les véhicules et véhicules hors d'usage, leurs composants et leurs matériaux, de même que les secteurs, et prévoit une réglementation en matière de prévention et de gestion globale, à savoir la collecte, le traitement et l'application utile des véhicules hors d'usage ainsi que de leurs composants et de leurs matériaux.

#### Tâches des producteurs et importateurs

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation de reprise des véhicules hors d'usage par les producteurs et importateurs est réalisée par la mise en place d'un nombre suffisant de points de réception, régionalement répartis de manière équilibrée, permettant un degré de couverture suffisant du territoire de la Région wallonne. Un point de réception est de préférence un centre agréé ou un point de vente de véhicules. Le point de réception doit disposer d'un permis d'environnement ou d'une autorisation pour le stockage des véhicules hors d'usage. Si le point de réception n'est pas un centre agréé, les véhicules hors d'usage repris sont transférés au plus tard six mois après leur reprise vers un centre agréé conformément à l'article 82 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et aux articles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux. Le point de réception délivre, en échange de la remise d'un véhicule hors d'usage, un certificat d'acceptation.

Un degré de couverture suffisant est atteint si le réseau des distributeurs officiels est utilisé ou si 90 % des détenteurs et/ou propriétaires finaux peuvent remettre leur véhicule hors d'usage auprès d'un point de réception dans un rayon de 40 kilomètres de leur domicile.

Lorsqu'un producteur ou son importateur désigne un point de vente de véhicules comme point de réception, il s'engage à faire enlever gratuitement dans un délai de dix jours ouvrables après notification par le point de vente, les véhicules hors d'usage qui se trouvent dans le point de vente, conformément à l'exécution de l'obligation de reprise "1 contre 0". Il peut être dérogé à ce délai si le point de vente n'offre qu'un seul véhicule hors d'usage pour enlèvement.

La réception dans ces points se fait sans frais pour le détenteur et/ou propriétaire final du véhicule, pour autant que les conditions cumulatives ci-après soient remplies :

1. le véhicule hors d'usage doit contenir tous les composants essentiels à son fonctionnement, notamment la chaîne de traction (moteur, boîte de vitesse, direction, essieux, roues), la carrosserie, les composants électriques et électroniques principaux, le cas échéant, le pot catalytique; et ne peut contenir des déchets étrangers au véhicule hors d'usage;
2. il doit être ou avoir été immatriculé en Belgique depuis au moins six mois par son dernier détenteur et/ou propriétaire (ou son ayant droit); dans le cas où le détenteur et/ou propriétaire final serait un vendeur final, ce dernier doit démontrer que le véhicule est immatriculé en Belgique depuis au moins six mois;
3. il doit être accompagné du certificat d'immatriculation, du certificat de conformité, de la plaquette d'identification du châssis et, s'il échet, du dernier certificat de contrôle technique.

Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, les frais d'enlèvement réclamés doivent être proportionnels au défaut. S'il s'agit des véhicules N1 qui ont subi une modification à la superstructure d'origine, le producteur et/ou importateur peut réclamer des frais éventuels pour le traitement de la superstructure.

Pour les véhicules abandonnés, les producteurs et importateurs acceptent que la réception se fasse sans frais pour le détenteur et/ou propriétaire final du véhicule sous les conditions cumulatives suivantes :

1. le véhicule hors d'usage doit contenir tous les composants essentiels à son fonctionnement, notamment la chaîne de traction (moteur, boîte de vitesse, direction, essieux, roues), la carrosserie, les composants électriques et électroniques principaux, le cas échéant, le pot catalytique; et ne peut contenir des déchets étrangers au véhicule hors d'usage;
2. il doit être accompagné d'une déclaration de la police ou du gestionnaire de la voirie certifiant qu'il s'agit d'un véhicule abandonné ou d'une décision du juge compétent attribuant au détenteur final la propriété;
3. il doit être déposé dans le point de réception indiqué par les producteurs et importateurs de la marque concernée.

Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, les frais d'enlèvement réclamés doivent être proportionnels au défaut.

§ 2. Dans le cas où la valeur vénale moyenne des matériaux des véhicules hors d'usage serait inférieure aux coûts de traitement des véhicules hors d'usage, tout producteur et importateur a l'obligation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, selon son choix :

- Soit de compenser les pertes financières dûment constatées des centres agréés afférentes à l'activité de la reprise sans frais. La constatation des pertes financières est faite par un tiers, expert indépendant et assermenté, désigné de commun accord entre le producteur et/ou importateur et les centres agréés. Les frais de l'expert sont partagés entre les centres agréés et le producteur et/ou importateur. Les organisations concernées fixent les conditions auxquelles la compensation a lieu ainsi que les modalités précises selon lesquelles la constatation des pertes est faite.
- Soit d'organiser, à sa charge, la reprise pour les véhicules de sa marque en concluant les contrats nécessaires à cet effet avec un ou plusieurs centres agréés, garantissant au détenteur et/ou propriétaire final la reprise sans frais et permettant d'atteindre les objectifs de valorisation comme prévus à l'article 86, §§ 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

La valeur vénale moyenne des matériaux des véhicules hors d'usage est au moins égale à la valeur moyenne du poids des matériaux constituant les véhicules hors d'usage tel que défini au cours des douze derniers mois par le cours de la ferraille E40 (bourse de Rotterdam), le taux de l'aluminium (London Metal Exchange) et le cours du platine, du palladium et du rhodium (London Metal Exchange).

A tout moment, le producteur et/ou importateur peut conclure un contrat avec un ou plusieurs centres agréés, contrat par lequel le producteur et/ou importateur garantit au détenteur et/ou propriétaire final la reprise sans frais de tout véhicule hors d'usage de ses propres marques selon l'article 82, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, et qui permet d'atteindre les objectifs de valorisation comme prévus à l'article 86, §§ 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

§ 3. Conformément aux articles 4 et 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, les producteurs, importateurs, distributeurs officiels et vendeurs finaux, mandatent l'organisme de gestion Febelauto, dont les statuts ont été publiés au *Moniteur belge* du 16 décembre 1999, afin de respecter leurs obligations d'information conformément à l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

§ 4. Tout producteur ou importateur s'engage à transférer à ses distributeurs officiels les informations nécessaires relatives aux contrats conclus avec des centres agréés.

§ 5. Tout producteur ou importateur s'engage à sensibiliser le consommateur et à informer ce dernier ainsi que le vendeur final des points de réception.

#### Tâches de l'organisme de gestion

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les signataires garantissent la continuité du fonctionnement de l'organisme de gestion Febelauto tel qu'il a été créé à la suite de la convention environnementale du 30 mars 1999 sous la forme d'une a.s.b.l., au sein duquel les différentes organisations seront associées en tant que co-responsables, en vue d'atteindre de manière durable les objectifs de cette convention. Ceci, sans préjudice de la responsabilité des détenteurs et/ou propriétaires des véhicules hors d'usage et des institutions publiques concernées.

L'a.s.b.l. précitée est, ainsi que prévu dans la structure de l'a.s.b.l., entièrement financée par l'ensemble des organisations, qui sont représentées de manière représentative dans l'a.s.b.l.

§ 2. L'organisme de gestion agit en tant qu'intermédiaire et coordonnateur entre les différentes catégories du secteur et assure à ce titre le monitoring de la mise en application des objectifs en collaboration et en co-responsabilité avec toutes les catégories du secteur.

En tant que tel, l'organisme de gestion veille à une amélioration et une réévaluation approfondie du système électronique uniformisé de communication de données afin d'aboutir à une application centrale via extra-net et afin d'augmenter la convivialité d'utilisation, sans préjudice de la responsabilité des institutions gouvernementales impliquées dans l'immatriculation et la désimmatriculation des véhicules, en vue d'assurer le monitoring et de faire une évaluation annuelle des progrès réalisés en la matière au cours de l'année précédente avec rapport à l'Office avant le 31 mars.

§ 3. L'organisme de gestion établit un rapport annuel dans lequel une rubrique est gratuitement mise à disposition de la Région wallonne afin que celle-ci puisse présenter son scénario de contrôle indiquant le budget, les moyens, le personnel disponible, la stratégie adéquate, le délai de réalisation, la fréquence des contrôles ainsi que la politique de poursuite.

§ 4. L'organisme de gestion centralise les informations relatives aux numéros de châssis détruits communiqués par les centres agréés, et les transmet à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules en vue de la désimmatriculation définitive dans le répertoire officiel des véhicules immatriculés en Belgique.

§ 5. Chaque année, l'organisme de gestion doit, en concertation avec l'Office, établir un plan de gestion dans lequel les organisations doivent ensemble déterminer une stratégie globale de gestion, basée sur une évaluation continue des résultats obtenus. Chaque organisation doit en outre prendre les mesures nécessaires pour mettre à exécution la stratégie fixée dans le plan global annuel de gestion. Un projet de ce plan de gestion pour l'année à venir doit être remis à l'Office avant le 31 octobre. Après une période de concertation, l'Office remet son approbation avant le 31 décembre.

§ 6. La base de données pour le démantèlement, dénommée IDIS, sera gratuitement mise à la disposition des centres agréés par l'organisme de gestion.

§ 7. L'organisme de gestion transmet aux centres agréés les demandes provenant d'associations et de sociétés à finalité sociale. Ces demandes comprennent un dossier exposant les compétences, les qualités professionnelles et le bénéfice probable pour les centres agréés, sur base de quoi l'organisme de gestion fait une recommandation auprès des centres agréés.

§ 8. L'organisme de gestion se concerta avec l'Office concernant la désignation des organismes indépendants de certification chargés de contrôler les centres agréés.

§ 9. L'organisme de gestion garantit que des délégués de l'Office siégeront au nom de la Région wallonne dans le conseil d'administration de l'a.s.b.l. en tant qu'observateurs permanents à côté des délégués des deux autres régions. En tant qu'observateur, l'Office supporte ses propres frais.

#### Tâches des autorités

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne s'engage à promouvoir, envers les autres autorités régionales et fédérales, une réglementation uniforme concernant les véhicules hors d'usage — le code de bonne pratique inclus — pour l'ensemble du territoire belge afin de prévenir ou de restreindre les effets sur l'environnement de tels déchets de manière à atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement, de promouvoir la valorisation et le recyclage des résidus de broyage provenant de véhicules hors d'usage, sans pour autant perturber l'ordre économique et monétaire belge.

§ 2. Afin de pouvoir travailler dans un système fiable de suivi des véhicules hors d'usage, la Région wallonne s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires sur le plan légal et/ou administratif, y compris de libérer un budget suffisant, pour que seuls les centres agréés puissent détruire les véhicules hors d'usage. La Région wallonne s'engage à fermer le circuit parallèle. La Région wallonne s'engage à mettre fin à l'exportation illicite de véhicules hors d'usage. La Région wallonne s'engage à accélérer la procédure d'agrément. Ces engagements sont proportionnels à la mise en place progressive des outils adéquats de traçabilité de véhicules.

§ 3. Si la Région wallonne compte adapter sa législation en matière de véhicules hors d'usage, elle s'engage à établir préalablement une concertation avec le secteur.

§ 4. La Région wallonne donne accès à l'organisme de gestion à toutes les informations relatives aux procédés de traitement de tous les opérateurs concernés par la réception et le traitement de matières à recycler et de déchets provenant des véhicules hors d'usage.

§ 5. La Région wallonne, ensemble avec les autres régions, insisteront auprès du gouvernement fédéral et de la Direction de l'Immatriculation des Véhicules pour la réforme de l'immatriculation des véhicules en Belgique fondée sur les principes de base suivants :

1. Le propriétaire du véhicule est obligatoirement connu à tout moment par la Direction de l'Immatriculation des Véhicules.

2. Tant qu'il ne soumet pas la preuve de transfert de propriété, la preuve d'exportation ou le certificat de destruction d'un centre agréé, le propriétaire du véhicule reste soumis à la taxe annuelle de circulation. Les professionnels du secteur automobile sont exonérés de cette taxe pour les véhicules compris dans leur stock commercial.

3. Afin d'éviter des inconvénients administratifs, le système réformé doit utiliser de façon maximale la transmission informatique des données par l'internet.

§ 6. Une commission de litige sera constituée en cas de conflit portant sur l'exécution de la convention environnementale. Cette commission sera composée ad hoc (en fonction de la nature du conflit) et consistera toujours en deux représentants de la Région wallonne et deux représentants de l'organisme de gestion. Le président est élu parmi les représentants de la Région wallonne avec le consensus des quatre représentants.

§ 7. La Région wallonne veillera à ce que les villes, communes et toutes autres institutions ou organismes publics remettent leurs véhicules hors d'usage accompagnés des documents de bord uniquement à des centres agréés.

§ 8. L'organisme de gestion fournit à l'Office une liste des centres agréés sur base des données de l'Office. L'Office avertit l'organisme de gestion de la délivrance de nouveaux permis d'environnement ainsi que du retrait ou de la suspension de permis ou d'autorisations.

§ 9. La Région wallonne contrôle l'exécution de cette convention environnementale et, à cet effet, met à disposition les moyens nécessaires.

#### Tâches des vendeurs finaux

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La reprise des véhicules hors d'usage par le vendeur final se fait sans frais pour le détenteur et/ou propriétaire final du véhicule, pour autant que les conditions cumulatives ci-après soient remplies :

1. le véhicule hors d'usage doit contenir tous les composants essentiels à son fonctionnement, notamment la chaîne de traction (moteur, boîte de vitesse, direction, essieux, roues), la carrosserie, les composants électriques et électroniques principaux, le cas échéant, le pot catalytique, et ne peut contenir des déchets étrangers au véhicule hors d'usage;

2. il doit être ou avoir été immatriculé en Belgique depuis au moins six mois par son dernier détenteur et/ou propriétaire (ou son ayant droit);

3. il doit être accompagné du certificat d'immatriculation, du certificat de conformité, de la plaquette d'identification de châssis et s'il échet, du dernier certificat de contrôle technique;

4. il doit être déposé dans un des points de réception dont la liste est mise à disposition par le vendeur final.

Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, les frais d'enlèvement réclamés doivent être proportionnels au défaut.

§ 2. Les vendeurs finaux de véhicules s'engagent à rendre accessible au plus grand nombre, dans chacun de leurs points de ventes ou par moyen électronique approprié, la liste comprenant les noms et adresses, d'une part de tous les centres agréés et d'autre part de tous les points de réception en Belgique offrant une reprise sans frais des véhicules sous les conditions mentionnées dans l'article 4, § 1<sup>er</sup> de la présente convention.

#### Tâches des centres agréés

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le centre agréé traite les véhicules hors d'usage conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux.

§ 2. Le centre agréé s'engage à transmettre gratuitement à l'organisme de gestion selon la périodicité indiquée par l'organisme de gestion, toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'obligation d'information — conformément à l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et conformément à l'article 60, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux — y compris toutes les informations nécessaires pour la détermination des pourcentages de réutilisation, de recyclage et de valorisation, conformément à la méthode imposée par la Commission européenne (« Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC »).

Il s'agit en particulier :

- des informations relatives au numéro de châssis, à la marque, au modèle, au type et au détenteur et/ou propriétaire final des véhicules hors d'usage pour lesquels le centre a délivré un certificat de destruction;
- de la masse individuelle des véhicules hors d'usage au moment de leur réception dans le centre agréé;
- de la masse totale et de la destination des véhicules dépollués qui sont acheminés vers les opérateurs de traitement;
- de la masse totale, de la destination et des pourcentages de réutilisation, de recyclage et de valorisation énergétique des matériaux provenant de la dépollution et du démontage sélectif.

Le centre agréé utilise obligatoirement pour la transmission des données en question le système informatisé de communication de données qui est mis gratuitement à sa disposition par l'organisme de gestion conformément à l'article 5, § 2.

Le centre agréé garantit la véracité des données transmises.

§ 3. Sur base des données énoncées au § 2 et du poids à vide des véhicules à l'état neuf, l'organisme de gestion calcule annuellement par centre agréé les pourcentages obtenus de réutilisation, de recyclage et de valorisation des véhicules hors d'usage traités par le centre agréé.

Ces pourcentages sont communiqués annuellement par l'organisme de gestion au centre agréé et doivent répondre aux objectifs de valorisation comme prévus à l'article 86, §§ 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion. Le centre agréé établira le choix des opérateurs de traitement et des opérateurs des matériaux provenant de la dépollution et du démontage sélectif en vue de la réalisation des objectifs légaux.

#### Tâches des opérateurs de traitement

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Chaque opérateur de traitement s'engage à rechercher des améliorations continues ainsi que les meilleures technologies disponibles (MTD) concernant le traitement des véhicules hors d'usage et la valorisation des résidus de broyage, permettant ainsi d'atteindre les objectifs de valorisation comme prévus à l'article 86, §§ 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

§ 2. Chaque opérateur de traitement s'engage à communiquer chaque année à l'organisme de gestion les pourcentages de réutilisation, de recyclage et de valorisation de son procédé de traitement de véhicules hors d'usage.

La fixation de ces pourcentages se fera conformément à la méthode prescrite par la Commission européenne (« Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC »).

Tant que la Commission européenne n'aura pas pris de décision en la matière, et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2006 date limite, il sera admis pour le calcul que :

- la fraction métallique représente 75 % de la masse totale du véhicule hors d'usage;
- cette fraction sera recyclée totalement par les opérateurs de traitement;
- aucune application utile ni aucun recyclage des autres fractions n'est effectuée chez les opérateurs de traitement s'ils ne peuvent pas le prouver de manière objective.

A la date du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au plus tard, les opérateurs de traitement mettront au point avec l'organisme de gestion une méthode, conciliable avec la décision attendue de la Commission européenne, afin de déterminer de manière objective les pourcentages de réutilisation, de recyclage et de valorisation du procédé de traitement des véhicules hors d'usage de chaque opérateur de traitement individuellement.

#### Prévention

**Art. 10.** Afin de promouvoir la prévention des déchets, les producteurs de véhicules, en liaison avec les fabricants de matériaux et d'équipements, mettent tout en œuvre.

a) pour limiter l'utilisation de substances dangereuses dans les véhicules et à la réduire autant que possible dès la conception, afin de prévenir le rejet de ces substances dans l'environnement, de faciliter le recyclage et d'éviter d'avoir à éliminer des déchets dangereux;

b) pour que le démontage, la réutilisation et la valorisation, et en particulier le recyclage, des véhicules hors d'usage et de leurs composants et matériaux, soient pleinement pris en compte et facilités lors de la conception et de la construction de nouveaux véhicules;

c) pour intégrer une part croissante de matériaux recyclés dans les véhicules et autres produits afin de développer les marchés de matériaux recyclés.

Les producteurs et importateurs rassembleront toutes les informations dans la banque de données mentionnée à l'article 5, § 6, qui est mise gratuitement à la disposition de tous les centres agréés par l'organisme de gestion. Ces informations, y compris la localisation des substances et pièces à éliminer et une indication des outillages nécessaires, permettent de dépolluer les véhicules hors d'usage selon les règles du métier. Sont également rassemblées, toutes les informations concernant les substances dangereuses et plus particulièrement les métaux lourds si ceux-ci sont présents dans certains matériaux ou certaines pièces.

#### Réutilisation et valorisation

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** La réutilisation et la valorisation, telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, points 5 à 8, des véhicules hors d'usage, de leurs composants et matériaux, se fait en respect des conditions prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, en fonction du mécanisme du marché et de manière écologique, sans toutefois porter préjudice aux autres exigences légales relevantes en matière de prévention, de sécurité et autres.

§ 2. Chaque catégorie du secteur, dans le périmètre de ses obligations définies dans la présente convention, fera les efforts nécessaires pour réaliser le § 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Initialement, ces efforts porteront principalement sur :

1. le développement et l'amélioration de méthodes efficaces de dépollution et de démontage ou de démantèlement des véhicules hors d'usage, ainsi que de la séparation des différents matériaux, tant avant qu'après broyage;
2. l'incitation à la réutilisation et au recyclage des composants et matériaux des véhicules hors d'usage lorsque les conditions environnementales, techniques et économiques le permettent;
3. le développement de techniques de recyclage et de récupération d'énergie des déchets provenant du traitement des véhicules hors d'usage, en particulier des résidus de broyage.

#### L'obligation d'information et le contrôle des données

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** La banque centrale de données de l'organisme de gestion communique toutes les données pertinentes concernant les véhicules hors d'usage et leur traitement à la Région wallonne, sur sa demande expresse, qui constate et contrôle systématiquement les progrès réalisés dans la gestion de la collecte, du traitement et de l'élimination des véhicules hors d'usage et de leurs déchets.

§ 2. L'organisme de gestion est tenu de communiquer chaque année avant le 31 mars à l'Office, les données exigées par l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et par l'article 60, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux. Néanmoins, sauf sur base d'une demande expresse et particulière de l'Office, les données sont communiquées globalement par l'organisme de gestion pour tous les centres agréés de manière à coordonner les données individuelles.

## Durée et résiliation

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** La présente convention est conclue pour une durée déterminée de cinq ans et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

§ 2. Les parties peuvent à tout moment résilier cette convention, moyennant l'observation d'un délai de préavis d'un an.

La notification de ce préavis se fait, sous peine de nullité, soit par lettre recommandée, soit par exploit d'huissier.

Le délai de préavis prend cours dès le premier jour du mois qui suit la notification.

## Modifications et ajouts

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Pendant la durée de la convention, les parties peuvent apporter des modifications/ajouts à cette convention, suivant la procédure définie dans le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales. Toutes les modifications et tous les ajouts à cette convention ne sont valables que s'ils ressortent d'un accord par écrit et signé par toutes les parties, qui fait expressément référence à cette convention.

§ 2. L'état de la réforme indiquée dans l'article 6, § 5, sera évalué deux ans après la mise en vigueur de la convention environnementale actuelle par la région wallonne et les organisations. S'il ressort de l'évaluation que les progrès sont insuffisants, la région wallonne et les organisations se réservent le droit de proposer des mesures supplémentaires pour assurer la fermeture du système.

## Clause de compétence

**Art. 15.** Chaque différend surgissant du fait de cette convention ou s'y rapportant et pour lequel aucune solution n'a été trouvée par la Commission de litige, ainsi que mentionnée à l'article 6, § 6, est soumis au Tribunal de Première Instance de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

## Clause pénale

**Art. 16.** En cas de non-respect des dispositions qui précèdent, constaté par la Région et notifié par lettre recommandée à l'organisme de gestion, celui-ci introduit un plan de remise à niveau à l'Office, dans un délai de deux mois à dater de la notification du constat d'infraction.

Si l'Office refuse le plan, il le notifie par un courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. L'organisme est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Office dans un délai d'un mois sous peine d'une sanction financière de 15.000 euros payable par les constructeurs et importateurs à l'Office. Un recours est ouvert auprès du Ministre de l'Environnement contre la décision de l'Office. Le Ministre statue sur ce recours dans un délai de quarante jours.

## Dispositions finales

**Art. 17.** La convention est conclue à Bruxelles, le 19 avril 2004, par les représentants de toutes les parties en 4 exemplaires. Chaque partie reconnaît avoir reçu son exemplaire de l'accord.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Pour les Organisations :

Le Président de l'a.s.b.l. FEBIAC,  
J.-A. MOORKENS

Le Président de l'a.s.b.l. G.D.A.,  
H. PAISSE

Le Président de l'a.s.b.l. Groupement des Négociants  
en Véhicules d'Occasion,  
A. SEIGNEUR

Le Président de l'a.s.b.l. REPARAUTO,  
L. ANTHONISSEN

Le Président de l'a.s.b.l. FEBELCAR,  
G. LAENEN

Le Président de l'a.s.b.l. DETABEL,  
D. TAVERNIER

Le Président de l'a.s.b.l. F.M.A.,  
C. BEERT

Le Président de l'a.s.b.l. F.E.R.M.,  
A. VANDEPUTTE

Le Président de la division des broyeurs de l'a.s.b.l. F.E.R.M.,  
K. CASIER

Le Président de la division  
des centres agréés de l'a.s.b.l. F.E.R.M.,  
V. QUIDOUSSE

Le Président de l'a.s.b.l. FEVAR,  
P. VANHAECKE

Le Président de l'a.s.b.l. FECHIPLAST,  
H. VLIEGEN

Le Président de l'a.s.b.l. FEBELTEX,  
Ph. VLERICK

L'Administrateur délégué de l'a.s.b.l. AGORIA,  
P. SOETE



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

## 19. APRIL 2004 — Umweltvereinbarung über die Bewirtschaftung von Altfahrzeugen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung, insbesondere seines Artikels 4;

Aufgrund der am 30. März 1999 abgeschlossenen Vereinbarungen über die Bewirtschaftung von Altfahrzeugen;

Aufgrund der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts über Altfahrzeuge im *Belgisches Staatsblatt* vom 4. Februar 2004 sowie auf der Webseite der D.G.R.N.E. (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) und der D.G.T.R.E. (Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie);

Aufgrund der am ..... erfolgten Ankündigung der Veröffentlichung der Wallonischen Regierung durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache;

Aufgrund der Tatsache, dass das Umweltvereinbarungsprojekt gemäß Artikel 5 § 1 des genannten Dekrets innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in den zu diesem Zweck bezeichneten zuständigen Dienststellen der Wallonischen Regierung eingesehen werden kann;

Aufgrund der Richtlinie 2000/53/EG des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge;

Aufgrund des Entwurfs der "detailed rules of compliance with the targets set out in article 7 of Directive 2000/53/CEE" in ihrer letzten verfügbaren Fassung vom 6. Mai 2003;

In der Erwägung, dass Altfahrzeuge zwar nur einen geringen Anteil des jährlich anfallenden Abfallaufkommens ausmachen, es aber von grundlegender Bedeutung ist, dass sich alle vom Lebenskreislauf von Kraftfahrzeugen betroffenen Wirtschaftsteilnehmer stärker bewusst werden, inwieweit Kraftfahrzeuge zu Abfall werden, und sie gemäß dem Grundsatz der geteilten Verantwortung für die globale Bewirtschaftung von Fahrzeugabfällen zurücknehmen;

In der Erwägung, dass nach Maßgabe der Abfallpolitik der Europäischen Union und der Wallonischen Region die oberste Priorität der globalen Bewirtschaftung von Altfahrzeugen die Vermeidung von Kraftfahrzeugabfällen und danach die Förderung:

- a) der Wiederverwendung der Bauteile,
  - b) des Recyclings der Materialien und der Rohstoffe,
  - c) der anderen Formen der Verwertung einschließlich der Energierückgewinnung
- und damit die Verringerung der Lagerung von Fahrzeugabfällen auf Deponien ist;

In der Erwägung, dass eine weitere Priorität dieser Bewirtschaftung die Verbesserung der Umwelleistung unter Berücksichtigung auch der wirtschaftlichen Erwägungen aller vom Lebenskreislauf von Kraftfahrzeugen betroffenen Sektoren und insbesondere der Umwelleistung der direkt von der Behandlung von Altfahrzeugen betroffenen Sektoren ist;

Die folgenden Parteien:

1° die Wallonische Region,

vertreten durch die Wallonische Regierung, die selbst durch Herrn Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Herrn Michel Foret, Minister der Wallonischen Regierung der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt, vertreten wird, im Folgenden "die Wallonische Region" genannt;

2° die für die folgenden Unternehmen repräsentativen Aufsichtsorganisationen:

- die VoE FEBIAC, "Fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 6, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Jean-Albert Moorkens, Vorsitzender,
- die VoE G.D.A., "Groupement des Distributeurs et Agents de Marques automobiles", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 10, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Henri Paise-Alfons Vervloet, Vorsitzender,
- die VoE "Groupement des Négociants en Véhicules d'Occasion", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 10, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Alain Seigneur, Vorsitzender,
- die VoE REPARAUTO, "Groupement des Entreprises de Réparation automobile", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 10, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Louis Anthonissen, Vorsitzender,
- die VoE FEBELCAR, "Royale Fédération belge de la Carrosserie et des Métiers connexes", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 10, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Guy Laenen, Vorsitzender,
- die VoE DETABEL, "Groupement des Entreprises de Dépannage-Remorquage de Belgique", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 9, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Daniel Tavernier, Vorsitzender,
- die VoE F.M.A., "Fédération du Matériel Automobile", gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 12, in 1200 Brüssel, vertreten durch Herrn Christian Beert, Vorsitzender,
- die VoE F.E.R.M., "Fédération des Entreprises pour la Récupération des Métaux ferreux et non ferreux", rue des Comédiens 16/22, Briefkasten 7, in 1000 Brüssel, vertreten durch Herrn Antoine Vandeputte, Vorsitzender, für den Geschäftsbereich Schredderanlagen durch Herrn Karel Casier, Vorsitzender, und für den Geschäftsbereich zugelassene Zentren durch Herrn Vincent Quidousse, Vorsitzender,
- die VoE FEVAR, "Fédération des Entreprises de Vente de Pièces de Rechange d'Autos et de Recyclage", gelegen Oude Baan 28, in 2800 Mecheln, vertreten durch Herrn Paul Vanhaecke, Vorsitzender,
- die VoE FECHIPLAST, "Association des Transformateurs de Matières plastiques", gelegen square Marie-Louise 49, in 1000 Brüssel, vertreten durch Herrn Henri Vliegen, Vorsitzender,
- die VoE FEBELTEX, "Fédération belge de Textile", rue Montoyer 24, 1000 Brüssel, vertreten durch Herrn Philippe Vlerick, Vorsitzender,
- die VoE AGORIA, "Fédération multi-sectorielle de l'Industrie technologique", gelegen boulevard Auguste Reyers 80, in 1030 Brüssel, vertreten durch Herrn Paul Soete, geschäftsführender Verwalter,

im Folgenden "die Organisationen" genannt,

Vereinbaren Folgendes :

#### Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - § 1. Die Begriffe und Begriffsbestimmungen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung sowie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle enthalten sind, finden unbeschadet der in dieser Vereinbarung aufgeführten zusätzlichen Begriffsbestimmungen Anwendung auf die vorliegende Vereinbarung.

§ 2. Für die Durchführung der vorliegenden Umweltvereinbarung gelten folgende Begriffsbestimmungen:

#### 3. Fahrzeug

Jegliches Kraftfahrzeug mit mindestens vier Rädern der Klassen M1 oder N1 gemäß Anhang II Abschnitt A der Richtlinie 70/156/EWG. Bei der Klasse N1 sind Fahrzeuge, deren ursprünglicher Aufbau verändert wurde, nicht betroffen.

Im vorliegenden Fall handelt es sich um Fahrzeuge für Personenbeförderung mit höchstens acht Sitzplätzen außer dem Fahrersitz (Klasse M1) und um Fahrzeuge für Güterbeförderung mit einem Höchstgewicht bis zu 3,5 Tonnen (Klasse N1) mit der vorgenannten Ausnahme für die Klasse N1.

#### 4. Altfahrzeuge

Jegliches Fahrzeug, das von seinem Besitzer nicht mehr gemäß seiner ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt wird oder benutzt werden kann und dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss, insbesondere jegliches unangemeldete Fahrzeug mit Ausnahme:

- von Kollektionsfahrzeugen, die in einem für sie bestimmten geschlossenen Raum untergestellt sind,
- von Fahrzeugen, die ausschließlich für die Beförderung auf Privatwegen und -baustellen bestimmt sind,
- von Fahrzeugen, die für didaktische Tätigkeiten, Ausstellungen oder Gedenkfeiern bestimmt sind,
- von Fahrzeugen vom Gebrauchtwagenmarkt,

und mit Ausnahme eines Fahrzeugs, das Gegenstand eines Streitfalls ist, über den noch nicht entschieden werden muss.

#### 3. Vermeidung

Jegliche Maßnahme zur Verringerung der Menge von Abfällen aus Altfahrzeugen, den Bauteilen oder den Materialien, die sie enthalten, und zur Begrenzung der Umweltschädlichkeit dieser Abfälle.

#### 4. Behandlung

Jegliche Behandlung, die ein Altfahrzeug in einer genehmigten Anlage erfährt, insbesondere jegliche Tätigkeit der Dekontaminierung, der Demontage oder der Zerlegung, der Reduzierung, des Schredderns bzw. der Zerkleinerung, der Nutzanwendung und der Beseitigung von Schredderabfällen und jegliche sonstige Tätigkeit zur Trennung und zur Verwertung von Bauteilen, Werkstoffen, Rohstoffen oder Energie aus Altfahrzeugen oder Altfahrzeugbauteilen.

#### 5. Wiederverwendung

Jegliche Maßnahme, bei der Altfahrzeugbauteile zu dem gleichen Zweck verwendet werden, für den sie entworfen wurden.

#### 6. Recycling

Das Recycling im Sinne des Artikels 2, 11° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

#### 7. Energierückgewinnung

Die Verwendung von brennbarem Abfall oder in jedem Prozess, mit dem Energie erzeugt werden kann.

#### 8. Verwertung

Die Verwertung im Sinne des Artikels 2, 10° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

#### 9. Beseitigung

Die Beseitigung im Sinne des Artikels 2, 9° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

#### 10. Fahrzeughersteller

Jegliche natürliche oder juristische Person, die Fahrzeuge herstellt oder herstellen lässt und sie direkt oder indirekt in Belgien auf den Markt bringt.

#### 11. Importeur

Jegliche natürliche oder juristische Person, die als offizieller Bevollmächtigter des Fahrzeugherstellers Fahrzeuge importiert und sie in Belgien auf den Markt bringt.

#### 12. Endverkäufer

Jegliche natürliche oder juristische Person, die in Belgien Fahrzeuge an die Verbraucher verkauft, darunter die Vertreter, die Gebrauchtwagenhändler und die nicht an eine Marke gebundenen Werkstätten, und die zu diesem Zweck im Handelsregister eingetragen sind.

**13. Offizieller Vertreter**

Jegliche natürliche oder juristische Person, die Neufahrzeuge eines oder mehrerer Fahrzeughersteller und/oder Fahrzeugimporteure vertreibt.

**14. Sektor**

Jegliches Unternehmen oder Handelsgeschäft, das vom Lebenskreislauf von Fahrzeugen und insbesondere von der Herstellung von Fahrzeugen oder Fahrzeugbauteilen, dem Vertrieb, der Reparatur von Karosserien und der Pannenhilfe für Fahrzeuge, der Behandlung, der Demontage, der Zerlegung, dem Schreddern bzw. der Zerkleinerung, dem Recycling und anderen Formen der Nutzanwendung betroffen ist. Der Sektor wird entsprechend der jeweiligen Haupttätigkeit in folgende Kategorien unterteilt:

a) der Sektor, der sich aus den Herstellern und ihren Importeuren, ihren offiziellen Vertreibern, den Endverkäufern, den Karosseriereparaturbetrieben, den Werkstattunternehmen, den Pannenhilffirmen und den Kraftfahrzeugversicherungsgesellschaften zusammensetzt;

b) der Sektor, der direkt von der wirksamen Bewirtschaftung von Altfahrzeugen betroffen ist und sich unter anderem aus der Behandlung, der Nutzanwendung und der Beseitigung zusammensetzt: unter anderem die Verschrottungsbetriebe, die zugelassenen Zentren, die Demontage-, die Schredder-, die Wiedergewinnungs-, die Recycling- und die Verwertungsbetriebe;

c) der Sektor, der die Hersteller von Materialien und Bauteilen vertritt, die in den Fahrzeugen verwendet werden.

**15. Amt**

Das Amt im Sinne des Artikels 2, 24<sup>e</sup> des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

**16. Zugelassenes Zentrum**

Jegliche natürliche oder juristische Person, die über eine Umweltgenehmigung für die Dekontaminierung, die Zerlegung und die Vernichtung von Altfahrzeugen und die Erteilung von Verwertungsnachweisen (Vernichtungsbescheinigungen) verfügt und der eine Zertifizierung durch die im Artikel 60 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen erteilt wurde.

**17. Annahmestelle**

Eine Annahmestelle ist eine Anlage, die von den Herstellern und Importeuren für die Rücknahme von Altfahrzeugen angegeben wird.

**18. Endgültige Abmeldung**

Die Löschung der Fahrgestellnummer im amtlichen Fahrzeugzulassungsverzeichnis gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 31. Dezember 1953 zur Regelung der Zulassung von Fahrzeugen und Anhängern, so dass eine Neuzulassung dieser Fahrgestellnummer nicht mehr möglich ist.

**19. Altfahrzeugbehandlungskosten**

Die Kosten der Dekontaminierung, der Verbringung, der Vernichtung, der Verwertung und der verwaltungstechnischen Abmeldung von Altfahrzeugen ohne Berücksichtigung der Kosten der Demontage und der Aufbereitung von gebrauchten Teilen von Altfahrzeugen zum Zwecke ihres Wiederverkaufs.

**20. Behandlungsbetriebe**

Die Schredderunternehmen sowie die anderen Betreiber, die die dekontaminierten Altfahrzeuge aus den zugelassenen Zentren behandeln.

**21. Verwaltungsinstanz**

VoE FEBELAUTO, gelegen boulevard de la Woluwe 46, Briefkasten 13, in 1200 Brüssel.

**Ziele**

**Art. 2** - Diese Umweltvereinbarung hat zum Ziel, die allgemeinen Grundregeln und die angestrebten Ziele im Bereich der Annahmepflicht, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung festgesetzt wurden, in Form ergänzender, spezifischerer Regeln aufzustellen.

Diese Vereinbarung wird in Ausführung des Artikels 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung abgeschlossen, in dem es heißt: "Um ihre Rücknahmepflicht zu beachten, können die Hersteller oder Importeure... mit der Region eine Umweltvereinbarung abschließen, in der besondere Modalitäten zur Durchführung und Umsetzung ihrer Pflichten festgelegt werden."

Die vorliegende Umweltvereinbarung ist zwingend für die oben genannten Parteien und für alle Mitglieder der Organisationen, die ihre Organisation zu diesem Zweck bevollmächtigt haben.

**Anwendungsbereich**

**Art. 3** - Diese Vereinbarung betrifft die Fahrzeuge und Altfahrzeuge, ihre Bauteile und ihre Materialien sowie die Sektoren. Sie sieht eine Regelung im Bereich der Vermeidung und der globalen Bewirtschaftung, d.h. der Sammlung, der Behandlung und der Nutzanwendung, von Altfahrzeugen und ihrer Bauteile und ihrer Materialien vor.

**Aufgaben der Hersteller und Importeure**

**Art. 4** - § 1. Die Pflicht zur Rücknahme von Altfahrzeugen durch die Hersteller und Importeure wird durch die Errichtung einer ausreichenden Anzahl von Annahmestellen erfüllt, die regional ausgewogen verteilt sind und einen ausreichenden Abdeckungsgrad des Gebiets der Wallonischen Region erlauben. Eine Annahmestelle ist vorzugsweise ein zugelassenes Zentrum oder eine Fahrzeugverkaufsstelle. Die Annahmestelle muss über eine Umweltgenehmigung oder eine Erlaubnis zur Lagerung von Altfahrzeugen verfügen. Wenn die Annahmestelle kein zugelassenes Zentrum ist, werden die zurückgenommenen Altfahrzeuge spätestens sechs Monate nach ihrer Rücknahme in ein zugelassenes Zentrum gemäß Artikel 82 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung und den Artikeln des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und

zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle verbracht. Die Annahmestelle stellt für das Altfahrzeug, das ihr übergeben wurde, eine Annahmebescheinigung aus.

Ein ausreichender Abdeckungsgrad ist erreicht, wenn das Netz der offiziellen Vertreter genutzt wird oder wenn 90% der Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer ihr Altfahrzeug in einem Umkreis von 40 Kilometern um ihren Wohnort in einer Annahmestelle abgeben können.

Wenn ein Hersteller oder sein Importeur eine Fahrzeugverkaufsstelle als Annahmestelle bezeichnet, verpflichtet er sich, die Altfahrzeuge, die sich in der Verkaufsstelle befinden, innerhalb von zehn Werktagen nach Mitteilung durch die Verkaufsstelle in Erfüllung der Rücknahmepflicht "1 gegen 0" unentgeltlich abholen zu lassen. Er kann von dieser Fristbindung befreit werden, wenn die Verkaufsstelle nur ein Altfahrzeug zur Abholung anbietet.

Die Annahme in diesen Stellen erfolgt ohne Kosten für den Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer des Fahrzeugs, vorausgesetzt, dass sämtliche nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1. Das Altfahrzeug muss alle für seinen Betrieb wesentlichen Bauteile aufweisen, insbesondere die Antriebskette (Motor, Getriebe, Lenkung, Achsen, Räder), die Karosserie, die wichtigsten elektrischen und elektronischen Bauteile und gegebenenfalls den Katalysatoropf, und es darf keine altfahrzeugfremden Abfälle enthalten.

2. Es muss seit mindestens sechs Monaten von seinem letzten Besitzer und/oder Eigentümer (oder dessen Rechtsnachfolger) in Belgien angemeldet sein oder angemeldet worden sein. Falls der Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer ein Endverkäufer ist, muss dieser nachweisen, dass das Fahrzeug seit mindestens sechs Monaten in Belgien angemeldet ist.

3. Es muss mit dem Fahrzeugschein, der Übereinstimmungsbescheinigung, dem Fahrgestell-Identifikationsnummernschild und gegebenenfalls der Bescheinigung der letzten technischen Kontrolle versehen sein.

Falls diese Bedingungen nicht erfüllt sind, müssen die berechneten Entnahmekosten im Verhältnis zu dem Mangel stehen. Wenn es sich um Fahrzeuge der Klasse N1 handelt, deren ursprünglicher Aufbau verändert wurde, kann der Hersteller und/oder Importeur die etwaigen Kosten für die Behandlung des Aufbaus geltend machen.

Bei verlassenen Fahrzeugen stimmen die Hersteller und Importeure zu, dass die Annahme ohne Kosten für den Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer des Fahrzeugs erfolgt, vorausgesetzt, dass sämtliche nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1. Das Altfahrzeug muss alle für seinen Betrieb wesentlichen Bauteile aufweisen, insbesondere die Antriebskette (Motor, Getriebe, Lenkung, Achsen, Räder), die Karosserie, die wichtigsten elektrischen und elektronischen Bauteile und gegebenenfalls den Katalysatoropf, und es darf keine altfahrzeugfremden Abfälle enthalten.

2. Es muss mit einer Erklärung der Polizei oder des Verwaltungsträgers der Straßen, in der bescheinigt wird, dass es sich um ein verlassenes Fahrzeug handelt, und mit einer Entscheidung des zuständigen Richters, in der dem Letztbesitzer das Eigentum zugewiesen wird, versehen sein.

3. Es muss in der Annahmestelle abgegeben werden, die von den Herstellern und Importeuren der betreffenden Marke angegeben wurde.

Falls diese Bedingungen nicht erfüllt sind, müssen die berechneten Entnahmekosten im Verhältnis zu dem Mangel stehen.

§ 2. Sollte der durchschnittliche Verkehrswert der Altfahrzeugmaterialien unter den Altfahrzeugbehandlungskosten liegen, ist jeder Hersteller und Importeur ab 1. Januar 2006 verpflichtet, nach eigener Wahl:

- entweder die ordnungsgemäß festgestellten finanziellen Verluste der zugelassenen Zentren, die an der unentgeltlichen Rücknahme beteiligt sind, auszugleichen. Die Feststellung der finanziellen Verluste erfolgt durch eine Drittperson, einen unabhängigen und vereidigten Sachverständigen, der in gegenseitigem Einvernehmen durch den Hersteller und/oder Importeur und die zugelassenen Zentren bezeichnet wird. Die zugelassenen Zentren und der Hersteller und/oder Importeur teilen sich in die Kosten für den Sachverständigen. Die betroffenen Organisationen legen die Bedingungen, unter denen der Ausgleich stattfindet, und die genauen Modalitäten, nach denen die Verlustfeststellung erfolgt, fest;
- oder zu seinen Lasten die Rücknahme für die Fahrzeuge seiner Marke durch den Abschluss der zu diesem Zweck erforderlichen Verträge mit einem oder mehreren zugelassenen Zentren zu organisieren, die dem Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer die Rücknahme ohne Kosten garantieren und die Erreichung der Verwertungsziele wie im Artikel 86 § 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung vorgesehen ermöglichen.

Der durchschnittliche Verkehrswert der Altfahrzeugmaterialien ist mindestens gleich dem durchschnittlichen Wert des Gewichts der Materialien, aus denen die Altfahrzeuge bestehen, wie er in den zwölf letzten Monaten durch den Kurs für Schrott E40 (Rotterdamse Börse), den Kurs für Aluminium (Londoner Metallbörse "London Metal Exchange") und den Kurs für Platin, Palladium und Rhodium (Londoner Metallbörse "London Metal Exchange") festgesetzt ist.

Der Hersteller und/oder Importeur kann zu jeder Zeit einen Vertrag mit einem oder mehreren zugelassenen Zentren abschließen, durch den der Hersteller und/oder Importeur dem Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer die unentgeltliche Rücknahme jedes Altfahrzeugs seiner eigenen Marken gemäß Artikel 82 § 1, 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung garantiert und mit dem die Verwertungsziele wie im Artikel 86 § 5 et 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung vorgesehen erreicht werden können.

§ 3. Gemäß Artikel 4 und 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung bevollmächtigen die Hersteller, Importeure, offiziellen Vertreter und Endverkäufer die Verwaltungsinstanz Febelauto, deren Satzungen im Belgischen Staatsblatt vom 16. Dezember 1999 veröffentlicht wurden, ihre Informationspflichten gemäß Artikel 87 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung zu erfüllen.

§ 4. Jeder Hersteller oder Importeur verpflichtet sich, seinen offiziellen Vertretern die erforderlichen Informationen über die mit zugelassenen Zentren abgeschlossenen Verträge zu übermitteln.

§ 5. Jeder Hersteller oder Importeur verpflichtet sich, den Verbraucher zu sensibilisieren sowie diesen und den Endverkäufer über die Annahmestellen zu informieren.

## Aufgaben der Verwaltungsinstanz

**Art. 5 - § 1.** Die Unterzeichner garantieren den Weiterbetrieb der Verwaltungsinstanz febelauto so, wie sie im Anschluss an die Umweltvereinbarung vom 30. März 1999 in Form einer Vereinigung ohne Erwerbzweck errichtet wurde, der die Organisationen als gemeinsam Haftende angeschlossen sind, um die Ziele dieser Vereinbarung dauerhaft zu verwirklichen. Dies gilt unbeschadet der Haftung der Besitzer und/oder Eigentümer der Altfahrzeuge und der betroffenen öffentlichen Institutionen.

Die vorgenannte VoE wird, wie dies in der Struktur der VoE vorgesehen ist, vollständig durch alle Organisationen finanziert, die repräsentativ in der VoE vertreten sind.

§ 2. Die Verwaltungsinstanz handelt als Vermittler und Koordinator zwischen den verschiedenen Kategorien des Sektors und stellt in dieser Eigenschaft das Monitoring der Umsetzung der Ziele in Zusammenarbeit und unter gemeinsamer Haftung mit allen Kategorien des Sektors sicher.

Die Verwaltungsinstanz sorgt als solche für eine Verbesserung und eine gründliche Neubewertung des vereinheitlichten elektronischen Datenkommunikationssystems, um zu einer zentralen Anwendung via Extranet zu gelangen und um die Benutzerfreundlichkeit, unbeschadet der Verantwortung der an der Anmeldung und der Abmeldung von Fahrzeugen mitwirkenden Regierungsinstitutionen, zu erhöhen, damit sie das Monitoring sicherstellen und eine jährliche Bewertung der in diesem Bereich im Laufe des vorausgehenden Jahres erzielten Fortschritte mit einem vor dem 31. März an das Amt zu übermittelnden Bericht vornehmen kann.

§ 3. Die Verwaltungsinstanz erstellt einen jährlichen Bericht, in dem eine Rubrik unentgeltlich der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt wird, damit diese ihr Kontrollscenario vorstellen kann, in dem das Budget, die Mittel, das verfügbare Personal, die geeignete Strategie, die Durchführungsfrist, die Häufigkeit der Kontrollen und die Weiterverfolgungspolitik angegeben sind.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz zentralisiert die Informationen über die von den zugelassenen Zentren mitgeteilten vernichteten Fahrgestellnummern und leitet sie an die Direktion der Zulassung von Fahrzeugen zur endgültigen Abmeldung im amtlichen Verzeichnis der in Belgien zugelassenen Fahrzeuge weiter.

§ 5. Die Verwaltungsinstanz muss jedes Jahr in Abstimmung mit dem Amt einen Bewirtschaftungsplan aufstellen, in dem die Organisationen gemeinsam eine globale Bewirtschaftungsstrategie auf der Grundlage einer kontinuierlichen Bewertung der erzielten Ergebnisse festlegen müssen. Jede Organisation muss außerdem die notwendigen Maßnahmen treffen, um die im globalen jährlichen Bewirtschaftungsplan festgelegte Strategie in die Praxis umzusetzen. Ein Entwurf dieses Bewirtschaftungsplans muss vor dem 31. Oktober dem Amt übergeben werden. Nach Ablauf eines Abstimmungszeitraums erteilt das Amt vor dem 31. Dezember seine Genehmigung.

§ 6. Die Datenbank für die Altfahrzeugzerlegung, kurz IDIS genannt, wird den zugelassenen Zentren von der Verwaltungsinstanz unentgeltlich zur Verfügung gestellt.

§ 7. Die Verwaltungsinstanz leitet die Anträge von Vereinigungen und Gesellschaften mit sozialer Bestimmung an die zugelassenen Zentren weiter. Diese Anträge enthalten eine Akte, in der die Kompetenzen, die fachlichen Qualitäten und der wahrscheinliche Nutzen für die zugelassenen Zentren dargelegt werden, auf deren Grundlage die Verwaltungsinstanz den zugelassenen Zentren eine Empfehlung abgibt.

§ 8. Die Verwaltungsinstanz stimmt sich mit dem Amt über die Bezeichnung der unabhängigen Zertifizierungsstellen ab, die mit der Kontrolle der zugelassenen Zentren betraut werden.

§ 9. Die Verwaltungsinstanz leistet Gewähr dafür, dass Beauftragte des Amts im Namen der Wallonischen Region als ständige Beobachter neben Beauftragten der beiden anderen Regionen im Verwaltungsrat der VoE sitzen. Das Amt kommt als Beobachter für seine eigenen Kosten auf.

## Aufgaben der Behörden

**Art. 6 - § 1.** Die Wallonische Region verpflichtet sich, bei den anderen regionalen und föderalen Behörden eine einheitliche Regelung über Altfahrzeuge, einschließlich des Verhaltenskodexes, für das gesamte belgische Hoheitsgebiet zu fördern, um die Auswirkungen dieser Abfälle auf die Umwelt so zu vermeiden oder zu beschränken, dass ein hoher Umweltschutzgrad erreicht und die Verwertung und das Recycling von Altfahrzeugschredderrückständen gefördert wird, ohne dadurch die belgische Wirtschafts- und Geldordnung zu stören.

§ 2. Um in einem zuverlässigen Altfahrzeugverfolgungssystem arbeiten zu können, verpflichtet sich die Wallonische Region, alle notwendigen Maßnahmen im gesetzlichen und/oder administrativen Bereich einschließlich der Bereitstellung eines ausreichenden Budgets zu treffen, damit nur die zugelassenen Zentren Altfahrzeuge vernichten können. Die Wallonische Region verpflichtet sich, den parallelen Kreislauf zu schließen. Die Wallonische Region verpflichtet sich, der rechtswidrigen Ausfuhr von Altfahrzeugen ein Ende zu bereiten. Die Wallonische Region verpflichtet sich, das Zulassungsverfahren zu beschleunigen. Diese Verpflichtungen stehen im Verhältnis zur schrittweisen Einführung von geeigneten Werkzeugen zur Rückverfolgbarkeit von Fahrzeugen.

§ 3. Wenn die Wallonische Region beabsichtigt, ihre Gesetzesvorschriften im Bereich der Altfahrzeuge anzupassen, verpflichtet sie sich, zuvor in Abstimmung mit dem Sektor zu treten.

§ 4. Die Wallonische Region gewährt der Verwaltungsinstanz Zugang zu allen Informationen über die Behandlungsverfahren aller von der Abnahme und der Behandlung von Stoffen zum Recycling und von Abfällen aus Altfahrzeugen betroffenen Betreiber.

§ 5. Die Wallonische Region dringt zusammen mit den anderen Regionen bei der föderalen Regierung und der Direktion der Zulassung von Fahrzeugen auf eine Reform der Zulassung von Fahrzeugen in Belgien auf der Grundlage der folgenden Grundprinzipien :

4. Der Eigentümer des Fahrzeugs muss der Direktion der Zulassung von Fahrzeugen zu jeder Zeit bekannt sein.

5. Solange er nicht den Beleg des Eigentumsübergangs, den Exportbeleg oder die Vernichtungsbescheinigung eines zugelassenen Zentrums beibringt, unterliegt der Fahrzeugeigentümer der jährlichen Kraftfahrzeugverkehrssteuer. Die beruflichen Angehörigen des Automobilsektors sind für die Fahrzeuge, die zu ihrem Verkaufsbestand gehören, von dieser Steuer befreit.

6. Um verwaltungstechnische Nachteile zu vermeiden, muss in dem reformierten System die elektronische Datenübertragung durch das Internet in maximalem Ausmaß zum Einsatz kommen.

§ 6. Im Falle eines Konflikts über die Ausführung der Umweltvereinbarung wird eine Streitkommission eingesetzt. Diese Kommission wird ad hoc (je nach Art des Konflikts) gebildet und setzt sich immer aus zwei Vertretern der Wallonischen Region und zwei Vertretern der Verwaltungsinstanz zusammen. Der Vorsitzende wird unter den Vertretern der Wallonischen Region mit Zustimmung der vier Vertreter gewählt.

§ 7. Die Wallonische Region sorgt dafür, dass die Städte, die Gemeinden und alle anderen öffentlichen Institutionen oder Einrichtungen ihre Altfahrzeuge mit den Fahrzeugpapieren versehen nur bei zugelassenen Zentren abgeben.

§ 8. Die Verwaltungsinstanz legt dem Amt eine Liste der zugelassenen Zentren auf der Grundlage der Daten des Amtes vor. Das Amt benachrichtigt die Verwaltungsinstanz über die Erteilung neuer Umweltgenehmigungen und über die Entziehung oder die Aussetzung von Genehmigungen oder Erlaubnissen.

§ 9. Die Wallonische Region kontrolliert die Ausführung dieser Umweltvereinbarung und stellt zu diesem Zweck die notwendigen Mittel zur Verfügung.

#### Aufgaben der Endverkäufer

**Art. 7 - § 1.** Die Rücknahme von Altfahrzeugen durch den Endverkäufer erfolgt ohne Kosten für den Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer des Fahrzeugs, vorausgesetzt, dass sämtliche nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1. Das Altfahrzeug muss alle für seinen Betrieb wesentlichen Bauteile aufweisen, insbesondere die Antriebskette (Motor, Getriebe, Lenkung, Achsen, Räder), die Karosserie, die wichtigsten elektrischen und elektronischen Bauteile und gegebenenfalls den Katalysatoropf, und es darf keine altfahrzeugfremden Abfälle enthalten.

2. Es muss seit mindestens sechs Monaten von seinem letzten Besitzer und/oder Eigentümer (oder dessen Rechtsnachfolger) in Belgien angemeldet sein oder angemeldet worden sein.

3. Es muss mit dem Fahrzeugschein, der Übereinstimmungsbescheinigung, dem Fahrgestell-Identifikationsnummernschild und gegebenenfalls der Bescheinigung der letzten technischen Kontrolle versehen sein.

4. Es muss in einer der Abnahmestellen abgegeben werden, deren Liste vom Endverkäufer zur Verfügung gestellt wird.

Falls diese Bedingungen nicht erfüllt sind, müssen die berechneten Entnahmekosten im Verhältnis zu dem Mangel stehen.

§ 2. Die Endverkäufer verpflichten sich, die Liste mit den Namen und Adressen zum einen aller zugelassenen Zentren und zum anderen aller Annahmestellen in Belgien, die eine unentgeltliche Rücknahme von Fahrzeugen unter dem im Artikel 4 § 1 dieser Vereinbarung genannten Bedingungen anbieten, in jeder ihrer Annahmestellen oder durch ein geeignetes elektronisches Mittel einer möglichst großen Zahl zugänglich zu machen.

#### Aufgaben der zugelassenen Zentren

**Art. 8 - § 1.** Das zugelassene Zentrum behandelt die Altfahrzeuge nach Maßgabe des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle.

§ 2. Das zugelassene Zentrum verpflichtet sich, der Verwaltungsinstanz mit der von der Verwaltungsinstanz angegebenen Periodizität unentgeltlich gemäß Artikel 87 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung und gemäß Artikel 60 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle alle für die Erfüllung der Informationspflicht erforderlichen Informationen zu übermitteln, einschließlich aller Informationen, die zur Bestimmung der Wiederverwendungs-, Recycling- und Verwertungsprozentsätze nach der von der Europäischen Kommission festgesetzten Methode («Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC») erforderlich sind.

Es handelt sich dabei insbesondere um:

- Informationen zur Fahrgestellnummer, zur Marke, zum Modell, zum Typ und zum Letztbesitzer und/oder Letzteigentümer der Altfahrzeuge, für die das Zentrum eine Vernichtungsbescheinigung ausgestellt hat;
- das Einzelgewicht der Altfahrzeuge zum Zeitpunkt ihrer Annahme im zugelassenen Zentrum;
- das Gesamtgewicht und die Bestimmung der dekontaminierten Fahrzeuge, die zu den Behandlungsbetrieben verbracht werden;
- das Gesamtgewicht, die Bestimmung und die Prozentsätze der Wiederverwendung, des Recyclings und der energetischen Verwertung der Materialien aus der Dekontaminierung und der selektiven Demontage.

Das zugelassene Zentrum muss für die Übermittlung der fraglichen Daten das elektronische Datenkommunikationssystem benutzen, das ihm von der Verwaltungsinstanz gemäß Artikel 5 § 2 dieser Vereinbarung unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird.

Das zugelassene Zentrum garantiert die Wahrheitsgemäßheit der übermittelten Daten.

§ 3. Die Verwaltungsinstanz berechnet auf der Grundlage der in § 2 aufgeführten Daten und des Leergewichts von Neufahrzeugen jährlich für jedes zugelassene Zentrum die erreichten Wiederverwendungs-, Recycling- und Verwertungsprozentsätze für die von dem zugelassenen Zentrum behandelten Altfahrzeuge.

Diese Prozentsätze werden dem zugelassenen Zentrum jährlich von der Verwaltungsinstanz mitgeteilt und müssen den Verwertungszielen, wie sie im Artikel 86 § 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung vorgesehen sind, entsprechen. Das zugelassene Zentrum trifft die Wahl der Behandlungsbetriebe und der Materialbetriebe im Rahmen der Dekontaminierung und der selektiven Demontage im Hinblick auf die Erreichung der gesetzlichen Ziele.

#### Aufgaben der Behandlungsbetriebe

**Art. 9 - § 1.** Jeder Behandlungsbetrieb verpflichtet sich, sich um kontinuierliche Verbesserungen und um die besten verfügbaren Technologien (BVT) im Bereich der Behandlung von Altfahrzeugen und der Verwertung von Schredderrückständen zu bemühen, um so die Verwertungsziele, wie sie im Artikel 86 § 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung vorgesehen sind, zu erreichen.

§ 2. Jeder Behandlungsbetrieb verpflichtet sich, der Verwaltungsinstanz jedes Jahr die Wiederverwendungs-, Recycling- und Verwertungsprozentsätze seines Verfahrens der Altfahrzeugbehandlung mitzuteilen.

Die Festsetzung dieser Prozentsätze erfolgt nach der von der Europäischen Kommission vorgeschriebenen Methode («Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC»).

Solange die Europäische Kommission keine Entscheidung in diesem Bereich getroffen hat, ist bis zum Stichtag 1. Januar 2006 für die Berechnung zulässig, dass:

- die Metallfraktion 75% des Gesamtgewichts des Altfahrzeugs ausmacht;
- diese Fraktion von den Behandlungsbetrieben vollständig recycelt wird;
- bei den Behandlungsbetrieben keine Nutzenanwendung und kein Recycling der anderen Fraktionen vorgenommen wird, wenn sie dies nicht objektiv nachweisen können.

Spätestens am 1. Januar 2006 führen die Behandlungsbetriebe zusammen mit der Verwaltungsinstanz eine mit der erwarteten Entscheidung der Europäischen Kommission zu vereinbarende Methode ein, um die Wiederverwendungs-, Recycling- und Verwertungsprozentsätze des Altfahrzeugbehandlungsverfahrens jedes Behandlungsbetriebs individuell und objektiv bestimmen zu können.

#### Vermeidung

**Art. 10** - Um die Abfallvermeidung zu fördern, setzen die Fahrzeughersteller in Verbindung mit den Material- und Ausrüstungsherstellern alles daran:

a) die Verwendung gefährlicher Stoffe in Fahrzeugen zu begrenzen und sie bereits bei der Konzeptentwicklung so weit wie möglich zu vermindern, um ihrer Freisetzung in die Umwelt vorzubeugen, das Recycling zu erleichtern und die Notwendigkeit der Entsorgung gefährlicher Abfälle zu vermeiden;

b) damit die Demontage, die Wiederverwendung und die Verwertung und insbesondere das Recycling von Altfahrzeugen und ihrer Bauteile und Materialien bei der Konstruktion und Herstellung von Neufahrzeugen vollständig berücksichtigt und erleichtert werden;

c) damit ein wachsender Anteil von Recyclingmaterialien in Fahrzeugen und anderen Produkten eingesetzt wird, um die Märkte für Recyclingmaterialien zu entwickeln.

Die Hersteller und Importeure führen alle Informationen in der im Artikel 5 § 6 erwähnten Datenbank zusammen, die allen zugelassenen Zentren von der Verwaltungsinstanz unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird. Diese Informationen einschließlich der Lokalisierung der zu entsorgenden Stoffe und Teile und die Angabe der erforderlichen Arbeitsgeräte ermöglichen die fachgerechte Dekontaminierung von Altfahrzeugen. Außerdem werden alle Informationen über die gefährlichen Stoffe und insbesondere die Schwermetalle gesammelt, wenn diese in bestimmten Materialien oder in bestimmten Teilen vorhanden sind.

#### Wiederverwendung und Verwertung

**Art. 11** - § 1. Die Wiederverwendung und Verwertung von Altfahrzeugen, ihren Bauteilen und Materialien, wie sie in Art. 1 § 2 Punkt 5 bis 8 definiert sind, erfolgen unter Beachtung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung vorgesehenen Bedingungen nach dem Marktmechanismus und auf ökologische Weise, ohne jedoch die anderen einschlägigen gesetzlichen Anforderungen im Bereich der Vermeidung oder der Sicherheit und in anderen Bereichen zu beeinträchtigen.

§ 2. Jede Kategorie des Sektors unternimmt im Rahmen ihrer in dieser Vereinbarung definierten Verpflichtungen die notwendigen Anstrengungen, um die Anforderungen im vorgenannten § 1 zu erfüllen.

Diese Anstrengungen richten sich am Anfang hauptsächlich auf:

1. die Entwicklung und die Verbesserung von wirksamen Dekontaminierungs- und Demontage- oder Zerlegungsmethoden für Altfahrzeuge und auf die Trennung der verschiedenen Materialien sowohl vor als auch nach dem Schreddern;

2. den Anreiz zur Wiederverwendung und zum Recycling der Bauteile und Materialien von Altfahrzeugen, wenn die Umwelt-, technischen und wirtschaftlichen Bedingungen dies erlauben;

3. die Entwicklung von Recycling- und Energierückgewinnungstechniken für Abfälle aus der Altfahrzeugbehandlung, insbesondere für Schredderrückstände.

#### Informationspflicht und Datenkontrolle

**Art. 12** - § 1. Die zentrale Datenbank der Verwaltungsinstanz teilt der Wallonischen Region alle einschlägigen Daten über Altfahrzeuge und ihre Behandlung auf deren ausdrückliche Anfrage mit. Die Wallonische Region ermittelt und kontrolliert systematisch die Fortschritte, die bei der Bewirtschaftung der Sammlung, der Behandlung und der Entsorgung von Altfahrzeugen und ihrer Abfälle erzielt werden.

§ 2. Die Verwaltungsinstanz muss dem Amt jedes Jahr vor dem 31. März die Daten mitteilen, die im Artikel 87 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung und im Artikel 60 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle verlangt werden. Allerdings werden, außer auf der Grundlage eines ausdrücklichen und besonderen Antrags des Amtes, die Daten von der Verwaltungsinstanz insgesamt für alle zugelassenen Zentren so mitgeteilt, dass die Einzeldaten koordiniert werden können.

#### Dauer und Kündigung

**Art. 13** - § 1. Die vorliegende Umweltvereinbarung wird für einen Zeitraum von fünf Jahren abgeschlossen und tritt am 1. Juli 2004 in Kraft.

§ 2. Die Parteien können diese Vereinbarung zu jeder Zeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Jahr kündigen.

Die Kündigung der Vereinbarung wird unter Gefahr der Nichtigkeit per Einschreibebrief oder mittels einer Gerichtsvollzieherurkunde zugestellt.

Die Kündigungsfrist läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Zustellung der Kündigung folgt.

#### Abänderungen und Hinzufügungen

**Art. 14 - § 1.** Die Parteien können während der Gültigkeitsdauer der Vereinbarung nach dem im Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen festgelegten Verfahren Abänderungen/Hinzufügungen zu dieser Vereinbarung vornehmen. Alle Abänderungen und alle Hinzufügungen zu dieser Vereinbarung sind nur gültig, wenn sie durch eine schriftliche und von allen Parteien unterzeichnete Übereinkunft erfolgen, die ausdrücklich auf diese Vereinbarung Bezug nimmt.

§ 2. Der Stand der im Artikel 6 § 5 genannten Reform wird zwei Jahre nach In-Kraft-Treten der aktuellen Umweltvereinbarung durch die Wallonische Region und die Organisationen bewertet. Wenn sich aus der Bewertung ergeben sollte, dass die Fortschritte unzureichend sind, behalten sich die Wallonische Region und die Organisationen das Recht vor, zusätzliche Maßnahmen vorzuschlagen, um ein geschlossenes System sicherzustellen.

#### Zuständigkeitsklausel

**Art. 15 -** Jegliche Meinungsverschiedenheit, die sich aus dieser Vereinbarung ergibt oder diese betrifft und für die von der im Artikel 6 § 6 erwähnten Streitkommission keine Lösung gefunden wurde, unterliegt der Zuständigkeit des Gerichts Erster Instanz des Gerichtsbezirks Brüssel.

#### Strafklausel

**Art. 16 -** Im Falle der Nichtbeachtung der oben angeführten Bestimmungen, die durch die Region festgestellt und der Verwaltungsinstanz per Einschreibebrief mitgeteilt wurde, reicht letztere innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Mitteilung der Feststellung des Verstoßes beim Amt einen Anpassungsplan ein. Lehnt das Amt den Plan ab, so muss es dies durch einen Einschreibebrief, in dem die Gründe dieser Ablehnung angeführt sind, mitteilen. Die Verwaltungsinstanz ist dann verpflichtet, innerhalb einer Frist von einem Monat einen revidierten Plan einzureichen, in dem den vom Amt erörterten Kritiken Rechnung getragen wird, unter Androhung einer finanziellen Strafe in Höhe von 15.000 Euro, die von den Herstellern und Importeuren dem Amt zu zahlen sind. Bei dem Minister der Umwelt kann gegen den Beschluss des Amtes Einspruch erhoben werden. Der Minister befindet über diesen Einspruch innerhalb einer Frist von vierzig Tagen.

#### Schlussklausel

**Art. 17 -** Die Umweltvereinbarung wird in Bruxelles am 19. April 2004

von den Vertretern aller Parteien abgeschlossen. Jede Partei erklärt, ein Exemplar dieser Vereinbarung erhalten zu haben.

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Für die Organisationen :

Der Vorsitzende der VoE FEBIAC,  
J.-A. MOORKENS

Der Vorsitzende der VoE G.D.A.,

H. PAISSE

Der Vorsitzende der VoE Groupement des Négociants,  
en Véhicules d'Occasion,

A. SEIGNEUR

Der Vorsitzende der VoE REPARAUTO,  
L. ANTHONISSEN

Der Vorsitzende der VoE FEBELCAR,  
G. LAENEN

Der Vorsitzende der VoE DETABEL,  
D. TAVERNIER

Der Vorsitzende der VoE F.M.A.,  
C. BEERT

Der Vorsitzende der VoE F.E.R.M.,  
A. VANDEPUTTE

Der Vorsitzende des Geschäftsbereichs  
Schredderanlagen der VoE F.E.R.M.,  
K. CASIER

Der Vorsitzende des Geschäftsbereichs  
zugelassene Zentren der VoE F.E.R.M.  
V. QUIDOUSSE

Der Vorsitzende der VoE FEVAR,  
P. VANHAECKE

Der Vorsitzende der VoE FECHPLAST,  
H. VLIEGEN

Der Vorsitzende der VoE FEBELTEX,  
Ph. VLERICK

Der geschäftsführende Verwalter der VoE AGORIA,  
P. SOETE



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

## 19 APRIL 2004. — Milieubeleidsvereenkomst betreffende het beheer van afgedankte voertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieubeleidsvereenkomsten;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, meer bepaald artikel 4;

Gelet op de overeenkomst betreffende het beheer van afgedankte voertuigen, afgesloten op 30 maart 1999;

Gelet op de publicatie van het ontwerp van milieubeleidsvereenkomst afgedankte voertuigen in het *Belgisch Staatsblad* van 4 februari 2004 en op de websites van de D.G.R.N.E. en de D.G.T.R.E.;

Gelet op de aankondiging van de publicatie van de Waalse Regering op 4 februari 2004 door een bericht in twee Franstalige kranten en een Duitstalige krant;

Gelet op het feit dat het ontwerp van milieubeleidsvereenkomst overeenkomstig 5, § 1, van voormeld decreet bij de bevoegde diensten van de Waalse Regering die hiervoor werden aangesteld, ter inzage lag gedurende een termijn van 30 dagen na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op de Richtlijn van de Raad 2000/53/CEE van 18 september 2000 betreffende autowrakken;

Gelet op het ontwerp van « detailed rules of compliance with the targets set out » in article 7 of Directive 2000/53/CEE in de laatste beschikbare versie van 6 mei 2003;

Overwegende dat, hoewel afgedankte voertuigen een klein deel uitmaken van de afvalstoffen die jaarlijks worden beheerd, het toch van essentieel belang is dat alle economische sectoren die betrokken zijn bij de levenscyclus van motorvoertuigen er meer van bewust worden in welke mate deze voertuigen afval worden en dat zij volgens het beginsel "de vervuiler betaalt" de medeverantwoordelijkheid voor het globaal beheer van dergelijk afval aanvaarden;

Overwegende dat het globaal beheer van afgedankte voertuigen overeenkomstig het afvalstoffenbeleid van de Europese Unie en van het Vlaamse Gewest als eerste prioriteit de preventie van afval, voortkomende van motorvoertuigen, omvat en vervolgens tracht :

a) het hergebruik van de onderdelen

b) de recyclage van materialen en grondstoffen

c) de andere vormen van valorisatie, inclusief de terugwinning van energie te bevorderen en daardoor de vermindering van de definitieve verwijdering van dergelijk afval;

Overwegende dat dit beheer tevens als prioriteit de verbetering van de prestatie vanuit milieuoogpunt omvat, hierbij ook rekening houdend met economische overwegingen van alle sectoren die betrokken zijn bij de levenscyclus van motorvoertuigen, en meer in het bijzonder van de prestatie van de sectoren rechtstreeks betrokken bij de verwerking van afgedankte voertuigen;

Komen de hiernavolgende partijen :

1° het Waalse Gewest,

vertegenwoordigd door de Waalse Regering, vertegenwoordigd door de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, minister-president van de Waalse Regering en de heer Michel Foret, Waals Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu, hierna genoemd « het Waalse Gewest »;

2° de volgende overkoepelende representatieve organisaties van ondernemingen :

— de v.z.w. FEBIAC, de Belgische Federatie van de Auto- en Tweewielerindustrie, gevestigd Woluwedal 46, bus 6, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jean-Albert Moorkens, voorzitter,

— de v.z.w. G.D.A., Groepering van Autodealers en -Agenten, gevestigd Woluwedal 46, bus 10, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Henri Paise, voorzitter,

— de v.z.w. Groepering van handelaars in tweedehandsvoertuigen, gevestigd Woluwedal 46, bus 10, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Alain Seigneur, voorzitter,

— de v.z.w. REPARAUTO, Groepering van Autoreparatiebedrijven, gevestigd Woluwedal 46, bus 10, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Louis Anthonissen, voorzitter,

— de v.z.w. FEBELCAR, Koninklijke Belgische Federatie der Rijtuigmakerij en bijhorende Ambachten, gevestigd Woluwedal 46, bus 10, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Guy Laenen, voorzitter,

— de v.z.w. DETABEL, Groepering van Takel- en Bergingsbedrijven van België, gevestigd Woluwedal 46, bus 9, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Daniel Tavernier, voorzitter,

— de v.z.w. Federatie Automateriaal, gevestigd Woluwedal 46, bus 12, te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Christian Beert, voorzitter,

— de v.z.w. VORM, Het Verbond der Ondernemingen voor Recuperatie van Ferro- en Non-Ferrometalen, gevestigd Komediëntenstraat 16/22, bus 7, te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Antoine Vandeputte, voorzitter, voor de Divisie Shredders, door de heer Karel Casier, voorzitter, en voor de divisie erkende centra door de heer Vincent Quidousse, voorzitter,

— de v.z.w. FEVAR, Federatie van Auto-onderdelen, Recyclagebedrijven gevestigd Oude Baan 28, te 2800 Mechele, vertegenwoordigd door de heer Paul Vanhaecke, voorzitter,

— de v.z.w. FECHIPLAST, Vereniging van Kunststofverwerkers, gevestigd Maria-Louizasquare 49, te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Henri Vliegen, voorzitter,

— de v.z.w. FEBELTEX, Federatie van de Belgische Textielnijverheid, gevestigd Montoyerstraat 24, te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Philippe Vlerick, voorzitter,

— de v.z.w. AGORIA, Multisectorfederatie van de Technologische Industrie, gevestigd August Reyerslaan 80, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Paul Soete, gedelegeerd bestuurder,

hierna genoemd « de Organisaties »,

Overeen wat volgt :

## Definities

**Artikel 1.** § 1. De begrippen en definities, vermeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, evenals het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare

metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen zijn van toepassing op deze overeenkomst, onverminderd de aanvullende definities die in deze overeenkomst worden omschreven.

§ 2. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

#### 5. Voertuig

Elk motorvoertuig op ten minste vier wielen van categorie M1 of N1, zoals bepaald in annex II (A) van de Richtlijn 70/156/EEG; N1 evenwel met uitzondering van niet-originele bovenbouw.

Het gaat met name om voertuigen bestemd voor het vervoer van personen met ten hoogste acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend (cat. M1), en voor het vervoer van goederen bestemde voertuigen met een maximummassa van ten hoogste 3,5 ton (cat. N1), met bovenvermelde uitzondering voor cat. N1;

#### 6. Afgedankt voertuig

Elk voertuig dat door de houder ervan niet meer gebruikt wordt of kan worden overeenkomstig zijn oorspronkelijke bestemming en waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of moet ontdoen, meer in het bijzonder elk niet-ingeschreven voertuig, met uitzondering van :

- voertuigen die als verzamelobject bewaard worden in een speciaal daarvoor bestemd afgesloten lokaal,
- voertuigen die uitsluitend bestemd zijn voor vervoer op privé-wegen en erven,
- voertuigen bestemd voor didactische activiteiten, tentoonstellingen of herdenkingen,
- voertuigen van de tweedehandsmarkt;

en met uitsluiting van voertuigen die het voorwerp uitmaken van een gerechtelijk onderzoek en nog niet werden vrijgegeven.

#### 3. Preventie

Elke maatregel die ertoe leidt zowel de hoeveelheid afval te verminderen, afkomstig van afgedankte voertuigen alsmede van de onderdelen of de materialen die ze bevatten, als de schadelijkheid van deze afvalstoffen voor het milieu te beperken.

#### 4. Verwerking

Iedere behandeling die het afgedankt voertuig ondergaat in een daartoe vergunde inrichting; inzonderheid elke activiteit van depollueren, demonteren of ontmantelen, verkleinen, shredderen (verbrijzelen/vermalen), nuttig toepassen en verwijderen van de shredderafval, en ieder andere activiteit, met het oog op de scheiding en de terugwinning van onderdelen, materialen, grondstoffen of van energie uit het afgedankt voertuig of zijn onderdelen.

#### 5. Hergebruik

Elke handeling waarbij onderdelen van een afgedankt voertuig voor hetzelfde doel worden gebruikt als waarvoor ze initieel geconcipeerd werden.

#### 6. Recyclage

De recyclage in de zin van artikel 2, 11°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen.

#### 7. Terugwinning van energie

Het gebruik van brandbaar afval als brandstof of in elk proces van energieopwekking.

#### 8. Nuttige toepassing

De nuttige toepassing in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen.

#### 9. Verwijdering

De verwijdering in de zin van artikel 2, 9°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen.

#### 10. Voertuigproducent (constructeur)

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die voertuigen produceert of laat produceren en ze rechtstreeks of onrechtstreeks in België op de markt brengt.

#### 11. Invoerder

Iedere natuurlijke of rechtspersoon, officiële mandataris van de voertuigproducent die voertuigen invoert en ze in België op de markt brengt.

#### 12. Eindverkoper

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in België voertuigen te koop aanbiedt aan de consument, onder wie verdelers, handelaars in tweedehandsvoertuigen, niet-merkgebonden garages, en die met dat doel zijn ingeschreven in het handelsregister.

#### 13. Officiële verdeler

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die voor rekening van één of meer voertuigproducenten en/of invoerders nieuwe voertuigen verdeelt.

#### 14. Sector

Elk bedrijf of elke handel betrokken bij de levenscyclus van voertuigen, inzonderheid de productie van voertuigen of voertuigonderdelen, de distributie, de koetswerkherstelling en de depannage van voertuigen, de behandeling, de demontage, de ontmanteling, de verbrijzeling/vermaling (shreddering), de recyclage en andere vormen van nuttige toepassing. De sector wordt in de hiernavermelde categorieën al naargelang de hoofdactiviteit onderverdeeld :

a) sector bestaande uit constructeurs en hun invoerders, officiële verdelers, eindverkopers, koetswerkherstellers, garagebedrijven, depannagebedrijven en autoverzekeringsmaatschappijen;

b) sector die rechtstreeks betrokken is bij het effectieve beheer van voertuigen, waaronder de verwerking, nuttige toepassing en verwijdering van afgedankte voertuigen onder meer de slopers, erkende centra, ontmantelaars, vermalers (shredders), recuperatoren, recyclagebedrijven, valorisatoren;

c) sector die de fabrikanten van grondstoffen en onderdelen die in de voertuigen worden gebruikt, vertegenwoordigt.

## 15. Dienst

De Dienst zoals bedoeld in artikel 2, 24°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen.

## 16. Erkend centrum

Elke natuurlijke of rechtspersoon die beschikt over een milieuvergunning voor de depollutie, de ontmanteling en de vernietiging van afgedankte voertuigen, en de aflevering van een certificaat van vernietiging, en die een vergunning heeft ontvangen van het organisme bedoeld in artikel 60 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 dat de sectorale voorwaarden bepaalt.

## 17. Inontvangstnamepunt

Een inontvangstnamepunt is een installatie die door de producenten en invoerders werd aangeduid om de afgedankte voertuigen in ontvangst te nemen.

## 18. Definitieve uitschrijving

Het deactiveren van het chassisnummer in het officiële repertorium van de inschrijving van voertuigen, zoals vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 december 1953, houdende de reglementering van de inschrijving van de voertuigen en de aanhangwagens, zodanig dat de wederinschrijving van dit chassisnummer niet meer mogelijk is.

## 19. Verwerkingskosten afgedankte voertuigen

De kosten voor depollutie, overbrenging, vernietiging, valorisatie en administratieve uitschrijving van de afgedankte voertuigen, zonder rekening te houden met de kosten voor de demontage en de verpakking van tweedehandsonderdelen van de afgedankte voertuigen met het oog op de wederverkoop ervan.

## 20. Verwerkers

De vermaalbedrijven en de andere verwerkers die de gedepollueerde afgedankte voertuigen die afkomstig zijn van de erkende centra, verwerken.

## 21. Beheersorganisme

FEBELAUTO v.z.w., gevestigd Woluwedal 46, bus 13, te 1200 Brussel.

## Doelstellingen

**Art. 2.** Deze milieubeleidsovereenkomst heeft tot doel de algemene basisregels en de beoogde doelstellingen inzake de aanvaardingsplicht die werden ingeschreven in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, vast te stellen in meer specifieke, aanvullende regels.

Deze overeenkomst wordt afgesloten in uitvoering van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, waarin wordt bepaald « om de terugnameplicht na te komen kunnen de producenten of invoerders met het Waalse Gewest een milieuovereenkomst sluiten waarin bijzondere modaliteiten voor de uitvoering en tenuitvoerlegging van hun verplichtingen vastliggen. »

Onderhavige overeenkomst is bindend voor de voorvermelde partijen en voor alle leden van de organisaties die hun organisatie met dit doel hebben gemandateerd.

## Toepassingsgebied

**Art. 3.** Deze overeenkomst heeft betrekking op voertuigen en afgedankte voertuigen, hun onderdelen en hun materialen, alsmede op de sectoren, en houdt een regeling in m.b.t. de preventie en het globaal beheer, nl. inzameling, verwerking en nuttige toepassing van afgedankte voertuigen, met inbegrip van hun onderdelen en materialen.

## Taken van de producenten en invoerders

**Art. 4. § 1.** De verplichting tot terugname van afgedankte voertuigen door de producenten en invoerders wordt gerealiseerd door de installatie van een voldoende aantal inontvangstnamepunten, evenwichtig verspreid over het gewest, die een voldoende dekkingsgraad toelaat van het grondgebied van het Waalse Gewest. Een inontvangstnamepunt is bij voorkeur een erkend centrum of een verkooppunt van voertuigen. Het inontvangstnamepunt moet beschikken over een milieuvergunning of een toelating voor het stockeren van afgedankte voertuigen. Als het inontvangstnamepunt geen erkend centrum is, worden de teruggenomen afgedankte voertuigen ten laatste zes maanden na hun terugname overgebracht naar een erkend centrum, overeenkomstig artikel 85 van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan en de artikelen van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen. In ruil voor de inlevering van een afgedankt voertuig levert het inontvangstnamepunt een certificaat van aanvaarding af.

De voldoende dekkingsgraad wordt bereikt als gebruik wordt gemaakt van het net van officiële verdelers, of als 90 % van de houders en/of eigenaars hun afgedankt voertuig kunnen inleveren bij een inontvangstnamepunt binnen een straal van 40 kilometer van hun woonplaats.

Als een producent of zijn invoerder een verkooppunt van voertuigen aanwijzen als inontvangstnamepunt, verbinden zij zich ertoe de afgedankte voertuigen die zich in het verkooppunt bevinden, gratis te laten ophalen binnen de 10 werkdagen na kennisgeving door het verkooppunt, overeenkomstig de uitvoering van de terugnameplicht "1 tegen 0". Zij kunnen van deze termijn worden vrijgesteld als het verkooppunt slechts één afgedankt voertuig voor ophaling aanbiedt.

Voormelde inontvangstname geschiedt zonder kosten voor de houder en/of eigenaar van het voertuig, doch slechts onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1. het autowrak moet alle onderdelen bevatten die nodig zijn voor de werking van een voertuig, namelijk de tractieketen (motor, versnellingsbak, stuurinrichting, assen, wielen), de carrosserie, de belangrijkste elektrische en elektronische onderdelen, desgevallend de katalysator; en mag geen afval bevatten die niet eigen is aan het afgedankt voertuig;

2. het moet sedert minstens zes maanden in België ingeschreven zijn door de laatste houder en/of eigenaar (of zijn rechthebbende); in het geval de houder en/of eigenaar de eindverkoper zou zijn, moet deze laatste bewijzen dat het voertuig sedert minstens zes maanden in België is ingeschreven;

3. het moet vergezeld van het inschrijvingsbewijs, het gelijkvormigheidsattest, de identificatieplaat van het chassis en, desgevallend, het laatste schouwingsbewijs;

Indien deze voorwaarden niet vervuld zijn, worden de opgeëiste verwijderingskosten berekend naar evenredigheid van het gebrek. Als het gaat om N1 voertuigen waarvan de oorspronkelijke bovenbouw werd gewijzigd, kan de producent en/of invoerder kosten bedingen voor de verwerking van de bovenbouw.

Voor achtergelaten voertuigen aanvaarden de producenten en invoerders dat de inlevering gratis gebeurt voor de houder en/of eigenaar van het voertuig, voor zover de volgende voorwaarden cumulatief worden vervuld :

1. het autowrak moet alle onderdelen bevatten die nodig zijn voor de werking van een voertuig, namelijk de tractieketen (motor, versnellingsbak, stuurinrichting, assen, wielen), de carrosserie, de belangrijkste elektrische en elektronische onderdelen, desgevallend de katalysator; en mag geen afval bevatten die niet eigen is aan het afgedankte voertuig;

2. het moet vergezeld zijn van een verklaring van de politie of de beheerder van de openbare weg dat het gaat om een achtergelaten voertuig, of van een vonnis van de bevoegde rechter, dat de eigendom toewijst aan de houder van het voertuig;

3. het moet worden ingeleverd in een door de producenten en invoerders van het betrokken merk aangewezen inleveringspunt;

Indien deze voorwaarden niet vervuld zijn, worden de opgeëiste verwijderingskosten berekend naar evenredigheid van het gebrek.

§ 2. In het geval de gemiddelde verkoopwaarde van de afgedankte voertuigen lager zou zijn dan de verwerkingskosten van de afgedankte voertuigen, is elke producent en invoerder vanaf 1 januari 2006 verplicht om, naar keuze :

- Hetzij de naar behoren vastgestelde financiële verliezen van de erkende centra die betrokken zijn bij de terugname te compenseren. De financiële verliezen worden vastgesteld door een derde, een onafhankelijke en beëdigde expert, aangesteld in gezamenlijk overleg door de producent en/of invoerder en de erkende centra. De expertisekosten worden gedeeld tussen de erkende centra en de producent en/of invoerder. De betrokken organisaties bepalen de voorwaarden waarop de compensatie plaatsvindt, evenals de modaliteiten aan de hand waarvan het verlies wordt vastgesteld.
- Hetzij op zijn kosten de terugname van voertuigen van zijn merk te organiseren door met één of meer erkende centra de nodige contracten hiervoor af te sluiten, die de houder en/of eigenaar garanderen dat het voertuig gratis wordt teruggenomen en die toelaten de valorisatiedoelstellingen voorzien in artikel 86, §§ 5 en 6, van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, te realiseren.

De gemiddelde verkoopwaarde van de materialen van de afgedankte voertuigen is minstens gelijk aan de gemiddelde verkoopwaarde van het gewicht van de materialen waaruit de afgedankte voertuigen bestaan, zoals in de loop van de laatste twaalf maanden gedefinieerd door de schrootprijs E40 (beurs van Rotterdam), de aluminiumprijs (London Metal Exchange) en de prijs van platina, palladium en rodium (London Metal Exchange).

De producent en/of invoerder mag op elk moment een contract afsluiten met één of meer erkende centra, een contract waarmee de producent en/of invoerder de houder en/of eigenaar de kosteloze terugname garandeert van elk afgedankt voertuig van zijn merken zoals bepaald in artikel 82, §§ 1, 2 en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, en dat toelaat de valorisatiedoelstellingen voorzien in artikel 86 §§ 5 en 6 van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, te bereiken.

§ 3. Overeenkomstig de artikelen 4 en 25 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, mandateren de producenten, invoerders, officiële verdelers en eindverkopers het beheersorganisme Febelauto, waarvan de statuten werden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1999, om hun informatieverplichtingen zoals bepaald in artikel 87 van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, na te komen.

§ 4. Elke producent of invoerder verbindt zich ertoe de noodzakelijke informatie betreffende de contracten die met erkende centra werden afgesloten, door te geven aan zijn officiële verdelers.

§ 5. Elke producent of invoerder verbindt zich ertoe de consument te sensibiliseren en hem, net als de eindverkoper, te informeren over de inontvangstnamepunten.

#### Taken van het beheersorganisme

**Art. 5. § 1.** De ondertekenaars garanderen de continuïteit van de werking van het beheersorganisme Febelauto zoals het werd opgericht naar aanleiding van de milieubeleidsovereenkomst van 30 maart 1999 in de vorm van een v.z.w. waarin de verschillende organisaties als medeverantwoordelijken en in samenwerking met elkaar betrokken zullen zijn met het oog op het op een duurzame wijze bereiken van de doelstellingen van deze overeenkomst, dit alles onverminderd de verantwoordelijkheid van de houders en/of eigenaars van afgedankte voertuigen en de betrokken overheidsinstellingen.

Voor genoemde v.z.w. zal volledig gefinancierd worden zoals uitgewerkt in de structuur van de v.z.w. door het geheel van de organisaties, die op representatieve wijze in de v.z.w. vertegenwoordigd zijn.

§ 2. Het beheersorganisme zal optreden als tussenpersoon en coördinator tussen de verschillende categorieën van de sector en uit dien hoofde de opvolging van de tenuitvoerlegging van de doelstellingen behartigen, in samenwerking met en in medeverantwoordelijkheid van alle categorieën van de sector.

Als dusdanig zal het beheersorganisme onder meer zorgen voor de verbetering en een grondige nieuwe evaluatie van het geüniformeerd, geïnformatiseerd datacommunicatiesysteem om te komen tot een centrale toepassing via extranet en om de gebruiksvriendelijkheid te verhogen, onverminderd de verantwoordelijkheid van de overheidsinstellingen die betrokken zijn bij de inschrijving en de uitschrijving van voertuigen, met het doel de controle te verzekeren en een jaarlijkse evaluatie te maken van de vooruitgang die werd gerealiseerd in het voorgaande jaar, met verslaglegging aan de Dienst vóór 31 maart.

§ 3. Het beheersorganisme stelt een jaarverslag op waarin gratis een rubriek ter beschikking wordt gesteld van het Waalse Gewest, waarin het zijn controlescenario kan voorstellen, met opgave van het budget, de middelen, het beschikbare personeel, de aangepaste strategie, de uitvoeringstermijn, de frequentie van de controles, evenals het vervolgsbeleid.

§ 4. Het beheersorganisme centraliseert de informatie over de vernietigde chassisnummers die door de erkende centra wordt meegedeeld en maakt ze over aan de Dienst voor Inschrijving van de Voertuigen om ze definitief te laten uitschrijven uit het officiële repertorium van in België ingeschreven voertuigen.

§ 5. Ieder jaar dient het beheersorganisme in overleg met de Dienst een algemeen beheersplan op te stellen waarin de organisaties onderling een strategie van globaal beheer dienen te bepalen, gebaseerd op een voortdurende evaluatie van de behaalde resultaten. Bovendien dient elke organisatie de nodige maatregelen te treffen om de in het jaarlijkse algemene beheersplan vastgestelde strategie in uitvoering te brengen. Een ontwerp van dit beheersplan voor het komende jaar moet voor 31 oktober aan de Dienst worden overgemaakt. Na een overlegperiode geeft de Dienst zijn goedkeuring voor 31 december.

§ 6. De databank voor ontmanteling, IDIS genaamd, wordt door het beheersorganisme gratis ter beschikking gesteld van de erkende centra.

§ 7. Het beheersorganisme geeft de aanvragen afkomstig van verenigingen en vennootschappen met sociaal oogmerk, door aan de erkende centra. Deze aanvragen bevatten een dossier met de competenties, de professionele hoedanigheden en het waarschijnlijke voordeel voor de erkende centra, op basis waarvan het beheersorganisme een aanbeveling richt tot de erkende centra.

§ 8. Het beheersorganisme overlegt met de Dienst omtrent de aanduiding van de onafhankelijke certificerings-organismen ter controle van de erkende centra.

§ 9. Het beheersorganisme garandeert dat de vertegenwoordigers van de Dienst in naam van het Waalse Gewest in de raad van bestuur van de vzw zullen zetelen als permanente waarnemers naast de vertegenwoordigers van de twee andere gewesten. De Dienst neemt zijn kosten als waarnemer te zijnen laste.

#### Taken van de overheid

**Art. 6.** § 1. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe om initiatieven naar de gewestelijke en de federale overheden te ondersteunen om een uniforme regelgeving betreffende afgedankte voertuigen — inclusief de code van goede praktijk — tot stand te brengen voor het hele Belgische grondgebied, dit teneinde de milieu-effecten van dergelijk afval te voorkomen of te verminderen, zodat een hoog niveau van milieubescherming bereikt wordt en de terugwinning en de recyclage van de shredder-afval, afkomstig van afgedankte voertuigen, te bevorderen zonder dat anderzijds de Belgische economische en monetaire orde verstoord wordt.

§ 2. Om in een betrouwbaar systeem voor het opvolgen van afgedankte voertuigen te kunnen werken, verbindt het Waalse Gewest zich ertoe alle nodige wettelijke en administratieve maatregelen te nemen, inclusief het vrijmaken van voldoende budgettaire middelen, opdat alleen de erkende centra afgedankte voertuigen kunnen vernietigen. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe het parallelle circuit te sluiten. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe een einde te stellen aan de onwettige uitvoer van afgedankte voertuigen. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe de erkennings-procedure te versnellen. Deze verbintenissen zijn evenredig met het geleidelijk invoeren van aangepaste middelen voor de traceerbaarheid van voertuigen.

§ 3. Het Waalse Gewest engageert zich om, indien het de regelgeving met betrekking tot afgedankte voertuigen wil aanpassen, vooraf overleg te plegen met de sector.

§ 4. Het Waalse Gewest geeft het beheersorganisme toegang tot alle informatie met betrekking tot de verwerkingsprocedures van alle actoren die betrokken zijn bij de terugname en de verwerking van te recycleren grondstoffen en van afval dat afkomstig is van afgedankte voertuigen.

§ 5. Het Waalse Gewest zal er, samen met de andere gewesten, bij de federale Regering en de Dienst voor Inschrijving van de Voertuigen op aandringen de inschrijving van de voertuigen in België te hervormen aan de hand van de volgende basisprincipes :

7. De eigenaar van het voertuig moet op elk moment gekend zijn bij de Dienst voor Inschrijving van de Voertuigen.

8. Zolang hij geen bewijs voorlegt van overdracht van eigendom, een bewijs van uitvoer of het certificaat van vernietiging, afgeleverd door een erkend centrum, blijft de eigenaar van het voertuig onderworpen aan de jaarlijkse verkeersbelasting. De professionelen uit de autosector zijn vrijgesteld van deze belasting voor de voertuigen die zich in hun verkoopvoorraad bevinden.

9. Om administratieve problemen te vermijden, moet het hervormde systeem maximaal gebruik maken van het elektronisch verzenden van gegevens via het internet.

§ 6. Als er een conflict zou ontstaan in verband met de uitvoering van de milieubeleidsvereenkomst, zal er een geschillencommissie worden gevormd. Deze commissie zal ad hoc (afhankelijk van de aard van het conflict) worden samengesteld en zal altijd bestaan uit twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest en twee vertegenwoordigers van het beheersorganisme. De voorzitter wordt verkozen uit de vertegenwoordigers van het Waalse Gewest met de eenparige goedkeuring van de vier vertegenwoordigers.

§ 7. Het Waalse Gewest zal erover waken dat de steden, gemeenten en alle andere overheidsinstellingen of -organen hun afgedankte voertuigen, vergezeld van de boorddocumenten, uitsluitend aanbieden bij erkende centra.

§ 8. Het beheersorganisme overhandigt de Dienst een lijst van de centra die werden erkend op basis van de gegevens van de Dienst. De Dienst brengt het beheersorganisme op de hoogte van de aflevering van nieuwe milieuvergunningen en van de intrekking of de opschorting van vergunningen of toelatingen.

§ 9. Het Waalse Gewest controleert de uitvoering van deze milieubeleidsvereenkomst en stelt hiervoor de nodige middelen ter beschikking.

#### Taken van de eindverkopers

**Art. 7.** § 1. Voormelde inontvangstname geschiedt zonder kosten voor de houder en/of eigenaar van het voertuig, doch slechts onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1. het autowrak moet alle onderdelen bevatten die nodig zijn voor de werking van een voertuig, namelijk de tractieketen (motor, versnellingsbak, stuurinrichting, assen, wielen), de carrosserie, de belangrijkste elektrische en elektronische onderdelen, desgevallend de katalysator; en mag geen afval bevatten die niet eigen is aan het afgedankt voertuig;

2. het moet sedert minstens zes maanden in België ingeschreven zijn door de laatste houder en/of eigenaar (of zijn rechthebbende); in het geval de houder en/of eigenaar de eindverkoper zou zijn, moet deze laatste bewijzen dat het voertuig sedert minstens zes maanden in België is ingeschreven;

3. het moet vergezeld van het inschrijvingsbewijs, het gelijkvormigheidsattest, de identificatieplaat van het chassis en, desgevallend, het laatste schouwingsbewijs;

4. het moet gedeponeerd worden op de voor inontvangstname door de eindverkoper aangeduide plaats.

Indien voornoemde voorwaarden niet voldaan zijn, dan kan een verwijderingskost bedongen worden in verhouding tot het gebrek.

§ 2. De eindverkopers van voertuigen verbinden zich ertoe de lijst met de namen en adressen, enerzijds van alle erkende centra, en anderzijds van alle inontvangstnamepunten in België die gratis terugname van voertuigen aanbieden onder de in artikel 4, § 1, van deze overeenkomst vermelde voorwaarden, beschikbaar te stellen in elk van hun verkooppunten of door middel van aangepaste elektronische middelen.

#### Taken van de erkende centra

**Art. 8.** § 1. Het erkende centrum verwerkt de afgedankte voertuigen in overeenstemming met het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigungscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen.

§ 2. Het erkende centrum verbindt zich ertoe gratis en volgens de door het beheersorganisme opgegeven termijnen, alle informatie aan het beheersorganisme door te geven die noodzakelijk is voor de realisatie van de informatieplicht – in overeenstemming met artikel 87 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan en in overeenstemming met artikel 60, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigungscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen – met inbegrip van alle informatie die noodzakelijk is om de percentages hergebruik, recyclage en valorisatie te bepalen, overeenkomstig de methode die wordt opgelegd door de Europese Commissie (« Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC »).

Het gaat meer bepaald :

- om de informatie met betrekking tot het chassisnummer, het merk, het model, het type en de houder en/of eigenaar van de afgedankte voertuigen waarvoor het centrum een certificaat van vernietiging heeft afgeleverd;
- de individuele massa van de afgedankte voertuigen op het moment van hun inontvangstname in het erkende centrum;
- de totale massa en de bestemming van gedepollueerde voertuigen die naar de verwerkers worden overgebracht;
- de totale massa, de bestemming en de percentages hergebruik, recyclage en terugwinning van energie van materialen die afkomstig zijn van de depollutie en de selectieve demontage.

Voor het doorzenden van de gegevens dient het erkende centrum verplicht te gebruik maken van geïnformatiseerd systeem voor datacommunicatie dat gratis ter beschikking wordt gesteld door het beheersorganisme in overeenstemming met artikel 5, § 2.

Het erkende centrum garandeert de waarachtigheid van de doorgestuurde gegevens.

§ 3. Op basis van de gegevens, vermeld in § 2 en het leeggewicht van de voertuigen in nieuwe staat, berekent het beheersorganisme jaarlijks per erkend centrum de verkregen percentages voor hergebruik, recyclage en valorisatie van de afgedankte voertuigen die door het erkende centrum worden verwerkt.

Deze percentages worden door het beheersorganisme jaarlijks meegedeeld aan het erkende centrum en dienen te beantwoorden aan de valorisatie-doelstellingen zoals voorzien in artikel 86 §§ 5 en 6, van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan. Het erkende centrum zal de keuze bepalen van de verwerkers en de verwerkers van materialen die afkomstig zijn van de depollutie en de selectieve demontage met het oog op de realisatie van de wettelijke doelstellingen.

#### Taken van de verwerkers

**Art. 9.** § 1. Elke verwerker verbindt zich ertoe permanente verbeteringen na te streven, evenals het gebruik van de beste beschikbare technologieën voor de verwerking van afgedankte voertuigen en de valorisatie van de shredderresidu's, die toelaten de valorisatie-doelstellingen, zoals voorzien in artikel 86 §§ 5 en 6, van het besluit van de Waalse regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, te realiseren..

§ 2. Elke verwerker verbindt zich ertoe elk jaar de percentages hergebruik, recyclage en valorisatie van zijn procédé voor de verwerking van afgedankte voertuigen mee te delen aan het beheersorganisme.

Deze percentages worden bepaald aan de hand van de door de Europese Commissie voorgeschreven methode (« Draft proposal for a commission decision establishing detailed rules on compliance with the targets set out in Article 7(2) of Directive 2000/53/EC »).

Zolang de Europese Commissie hierover nog geen beslissing heeft genomen en tot de einddatum van 1 januari 2006, zal voor de berekening worden toegelaten dat :

- de metaalfractie 75 % van de totale massa van het afgedankte voertuig vertegenwoordigt;
- deze fractie volledig wordt gerecycleerd door de verwerkers;
- er bij de verwerkers geen enkele nuttige toepassing of nuttige recyclage van de andere fracties wordt uitgevoerd als zij dit niet op een objectieve manier kunnen bewijzen.

Ten laatste op 1 januari 2006 zullen de verwerkers samen met het beheersorganisme een methode op punt stellen die verenigbaar is met de verwachte beslissing van de Europese Commissie, om op een objectieve manier de percentages hergebruik, recyclage en valorisatie van de verwerking van afgedankte voertuigen van elke verwerker individueel te bepalen.

#### Preventie

**Art. 10.** Om het voorkomen van afval te bevorderen, dienen de voertuigproducenten in samenwerking met de fabrikanten van grondstoffen en uitrusting alles in het werk te stellen :

a) om het gebruik van gevaarlijke stoffen in voertuigen, en vanaf het ontwerpen van het voertuig, zoveel mogelijk te beperken, om het storten van deze stoffen in het milieu te voorkomen, de recyclage te vereenvoudigen en te vermijden dat gevaarlijk afval definitief moet worden verwijderd;

b) opdat de demontage, het hergebruik en de valorisatie, en meer bepaald de recyclage van afgedankte voertuigen en hun onderdelen en materialen, zoveel mogelijk in aanmerking wordt genomen bij de constructie van nieuwe voertuigen;

c) om een toenemende hoeveelheid gerecycleerde grondstoffen in de voertuigen en andere producten te integreren om de markten voor gerecycleerde materialen te ontwikkelen.

De producenten en de invoerders zullen alle informatie verzamelen in de in artikel 5, § 6, vermelde databank die door het beheersorganisme gratis ter beschikking wordt gesteld van alle erkende centra. Deze informatie, inclusief de lokalisatie van de te verwijderen stoffen en onderdelen en een aanduiding van de benodigde werktuigen, zal toelaten de afgedankte voertuigen vakkundig te depollueren. Ook alle informatie betreffende gevaarlijke stoffen en meer bepaald zware metalen als die in bepaalde materialen of bepaalde onderdelen aanwezig zijn, wordt verzameld.

#### Hergebruik en valorisatie

**Art. 11.** § 1. Het hergebruik en de valorisatie, zoals gedefinieerd in artikel 1, § 2, punten 5 tot 8, van afgedankte voertuigen, hun onderdelen en materialen, gebeurt in overeenstemming met de voorwaarden, voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan, volgens het marktmechanisme en op milieuvriendelijke wijze, evenwel zonder afbreuk te doen aan de preventie-, veiligheids- en andere relevante wettelijke vereisten.

§ 2. Elke categorie van de sector zal, in het raam van zijn verplichtingen zoals ze in deze overeenkomst worden gedefinieerd, de nodige inspanningen leveren om de bovenvermelde § 1 te realiseren.

Deze inspanningen zullen in het begin voornamelijk gericht zijn op :

1. het ontwikkelen en verbeteren van efficiënte methodes voor depollutie en demontage of ontmanteling van afgedankte voertuigen en voor het scheiden van de verschillende materialen, zowel voor als na vermaling;

2. het stimuleren van het hergebruik en van de recyclage van onderdelen en materialen van afgedankte voertuigen als de milieu-, technische en economische omstandigheden dit toelaten;

3. het ontwikkelen van technieken voor recyclage en terugwinning van energie van het afval dat afkomstig is van de verwerking van afgedankte voertuigen, meer bepaald de shredderresidu's.

#### Informatieplicht en controle van de gegevens

**Art. 12.** § 1. De centrale databank van het beheersorganisme meldt alle relevante gegevens over de afgedankte voertuigen en hun verwerking op uitdrukkelijk verzoek aan het Waalse Gewest, dat de vooruitgang in het beheer van de inzameling, de verwerking en de verwijdering van afgedankte voertuigen en hun afvalstoffen systematisch vaststelt en controleert.

§ 2. Het beheersorganisme is gehouden om jaarlijks voor 31 maart aan de Dienst de gegevens ter beschikking te stellen die worden vereist door artikel 87 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan en door artikel 60, § 4, het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen. Behalve indien de Dienst hierom uitdrukkelijk en specifiek verzoekt, worden de gegevens door het beheersorganisme globaal meegedeeld voor alle erkende centra waarbij de individuele gegevens gecoördineerd worden.

#### Duur en opzegging

**Art. 13.** § 1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een termijn van vijf jaar en treedt in werking op 1 juli 2004.

§ 2. De partijen kunnen deze overeenkomst te allen tijde opzeggen, mits zij een opzeggingstermijn in acht nemen gelijk aan één jaar.

De kennisgeving van de opzeg gebeurt op straffe van nietigheid, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij bij deurwaardersexploot.

De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving.

#### Wijzigingen en toevoegingen

**Art. 14.** § 1. Tijdens de looptijd van de overeenkomst kunnen de partijen aan deze overeenkomst wijzigingen en/of toevoegingen aanbrengen, volgens de procedure vervat in het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieubeleidsvereenkomsten. Alle wijzigingen en toevoegingen aan deze overeenkomst zijn slechts geldig indien ze blijken uit een door partijen ondertekend schrijven, dat uitdrukkelijk verwijst naar deze overeenkomst.

§ 2. De staat van de in artikel 6, § 5, genoemde hervorming zal twee jaar na de inwerkingtreding van deze milieubeleidsvereenkomst worden geëvalueerd door het Waalse Gewest en de organisaties. Als uit de evaluatie blijkt dat er onvoldoende vooruitgang werd gemaakt, behouden het Waalse Gewest en de organisaties zich het recht voor om bijkomende maatregelen voor te stellen om de sluiting van het systeem te garanderen.

#### Bevoegdheidsclausule

**Art. 15.** Elk geschil dat uit deze overeenkomst ontstaat of ermee verband houdt en waarvoor geen oplossing gevonden werd in de Geschillencommissie zoals bedoeld in artikel 6, § 6, wordt voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement van Brussel.

## Boeteclausule

**Art. 16.** In het geval van het niet respecteren van de voorafgaande bepalingen, vastgesteld door het Waalse Gewest en per aangetekend schrijven ter kennis gebracht van het beheersorganisme, voert het beheersorganisme een plan in om de Dienst te verbeteren, binnen de twee maanden te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van de vaststelling van de inbreuk. Als de Dienst weigert dit plan te aanvaarden, meldt hij dat bij ter post aangetekende brief met vermelding van de redenen voor de weigering. Het organisme is dan gehouden om binnen de termijn van één maand een herzien plan in te dienen dat rekening houdt met de kritieken van de Dienst, op straffe van een boete van 15.000 euro, door de constructeurs en de invoerders te betalen aan de Dienst. Bij het Ministerie van Leefmilieu kan beroep worden aangetekend tegen de beslissing van de Dienst. De Minister doet binnen een termijn van veertig dagen uitspraak over dit beroep.

## Slotbepalingen

**Art. 17.** De overeenkomst werd afgesloten te Brussel, op 19 april 2004, door de vertegenwoordigers van alle partijen. Elke partij erkent haar exemplaar van de overeenkomst te hebben ontvangen.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Voor de Organisaties :

De voorzitter van de v.z.w. FEBIAC,  
J.-A. MOORKENS

De voorzitter van de v.z.w. G.D.A.,  
H. PAISSE

De voorzitter van de v.z.w. Groepering  
van Handelaars in Tweedehandse Voertuigen,  
A. SEIGNEUR

De voorzitter van de v.z.w. REPARAUTO,  
L. ANTHONISSEN

De voorzitter van de v.z.w. FEBELCAR,  
G. LAENEN

De voorzitter van de v.z.w. DETABEL,  
D. TAVERNIER

De voorzitter van de v.z.w. Federatie Automateriaal,  
C. BEERT

De voorzitter van de v.z.w. VORM,  
A. VANDEPUTTE

De voorzitter van de Divisie Shredders van de v.z.w. VORM,  
K. CASIER

De voorzitter van de Divisie erkende centra  
van de v.z.w. VORM,  
V. QUIDOUSSE

De voorzitter van de v.z.w. FEVAR,  
P. VANHAECKE

De voorzitter van de v.z.w. FECHIPLAST,  
H. VLIEGEN

De voorzitter van de v.z.w. FEBELTEX,  
Ph. VLERICK

De gedelegeerd bestuurder van de v.z.w. AGORIA,  
P. SOETE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2004/27083]

## Avis

Conformément à l'article 5, § 2, du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales, le Gouvernement wallon informe qu'il a adopté en première lecture, le 18 mars 2004, le projet de convention ci-dessous.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations dans un délai d'un mois à dater de la présente publication à l'Office wallon des déchets, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes.

Le Gouvernement et les organismes ayant établi le projet de convention examineront les observations et avis communiqués et modifieront, le cas échéant, le projet de convention avant de l'adopter définitivement.

*Projet de convention environnementale relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière d'huiles et de graisses comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires*

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et par le décret du 16 octobre 2003;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Vu la publication du projet de convention environnementale concernant l'exécution de l'obligation de reprise des huiles et graisses de friture usagées paru au *Moniteur belge* du ..., annoncée dans deux quotidiens d'expression française, un quotidien d'expression allemande ainsi que sur les sites Internet de la DGRNE et de la DGTRÉ;